

SEANCE DU MARDI 10 JUIN 1980
VERGADERING VAN DINSDAG 10 JUNI 1980SEANCE PUBLIQUE
DE LA SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
OPENBARE VERGADERING
VAN DE AFDELING ECONOMISCHE ZAKEN

N7938CJ11P2

SOMMAIRE :

CONGES :

Page 1762.

PROJETS DE LOI (Discussion) :

Projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. R. Gillet, Capoen, Bataille, Van den Broeck, Dalem, De Rore, Hanin, Windels, van Waterschoot, M. Lavens, ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, M. De Seranno, p. 1762.

Projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1980.

Discussion des articles :

A l'article 11.02 (Tableau). — *Orateurs*: M. De Seranno, M. Lavens, ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes, p. 1776.

Projet de loi ajustant le budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1979.

Examen des articles, p. 1777.

INHOUDSOPGAVE :

VERLOF :

Bladzijde 1762.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking) :

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heren R. Gillet, Capoen, Bataille, Van den Broeck, Dalem, De Rore, Hanin, Windels, van Waterschoot, de heer Lavens, minister van Landbouw en Middenstand, de heer De Seranno, blz. 1762.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1980.

Bespreking van de artikelen :

Bij artikel 11.02 (Tabel). — *Sprekers*: de heer De Seranno, de heer Lavens, minister van Landbouw en Middenstand, blz. 1776.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1979.

Onderzoek van de artikelen, blz. 1777.

PRESIDENCE DE M. GRAMME, VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER GRAMME, ONDERVOORZITTERLe procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 heures.

De vergadering wordt geopend te 14 uur.

CONGES — VERLOF

MM. Bascour, malade; de Wasseige, en raison d'obligations professionnelles, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Bascour, ziek; de Wasseige, wegens beroepsplichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget du ministère des Classes moyennes.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van het ministerie van Middenstand.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Roland Gillet.

M. R. Gillet. — Monsieur le Président, d'emblée je voudrais demander au ministre des Classes moyennes de s'expliquer sur la lettre et l'esprit du passage de l'accord de gouvernement relatif au statut social des travailleurs indépendants.

Cet accord de gouvernement, qui est très long, consacre treize lignes en tout et pour tout aux travailleurs indépendants, treize lignes qui, d'ailleurs, ne font que répéter, avec les mêmes mots, toutes les promesses que chaque gouvernement fait lorsqu'il se présente devant les Chambres.

J'essaie en vain de comprendre trois de ces lignes que je vais vous lire: « On s'efforcera de porter la pension pour une carrière complète au niveau du minimum garanti pour personnes âgées en tenant compte des possibilités budgétaires. » Qu'est-ce que cela veut dire? Je vais répéter lentement....

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — J'ai bien compris.

M. R. Gillet. — Je sais que vous avez bien compris, mais j'attends que vous répondiez bien. Il est donc écrit: « On s'efforcera » — ce n'est pas sûr — « de porter la pension d'un travailleur indépendant », c'est-à-dire de quelqu'un qui cotise, et certaines cotisations, Monsieur le Ministre, atteignent 120 000 francs par an, soit 10 000 francs par mois — « pour une carrière complète, au niveau du minimum garanti pour personnes âgées » qui, elles, pourraient n'avoir jamais cotisé.

Le niveau du minimum garanti sera bientôt porté — vous le promettez — à 180 000 francs pour un ménage.

A la page 11 de l'accord gouvernemental, vous dites que les minima de sécurité d'existence seront portés progressivement à 180 000 francs pour un ménage et 140 000 francs pour un isolé. Ainsi donc, votre gouvernement avoue dans son accord de gouvernement qu'il n'a pas l'intention de résoudre le problème de la sécurité sociale des travailleurs indépendants et particulièrement le problème important de leur pension. Il se contentera, en effet, d'essayer, tenant compte des possibilités budgétaires, de porter cette pension pour laquelle, je le répète, les travailleurs indépendants cotisent tous et après une carrière complète, au niveau du revenu minimum garanti.

Je considère, Monsieur le Ministre, et je ne suis pas le seul, que cette phrase est une provocation. Aux honorables membres du Cepic, peu nombreux dans cette assemblée, et aux honorables membres li-

béraux, flamands ou francophones, qui sont absents alors que nous discutons le budget des Classes moyennes, je demande comment il se fait qu'ils se soient tus après avoir proclamé et juré qu'ils défendraient les travailleurs indépendants et après s'être insurgés contre le maintien de la pension de ces travailleurs à un taux aussi modeste. Comment se fait-il qu'en plus ils soient absents et que les rares présents se taisent?

Je me souviens d'un discours très brillant, prononcé à cette tribune par un digne représentant du PSC, à propos de ce problème. M. Mainil proclamait: « Il est anormal, il est incroyable... il faut prendre des dispositions pour... » « Il est anormal que la pension des travailleurs indépendants devienne inférieure au minimum garanti ». M. Mainil est à présent ministre, il a pris la responsabilité de ce texte.

Monsieur le Ministre, vous viendrez à cette tribune expliquer à l'opinion publique tout entière, aux libéraux absents, aux rares membres du Cepic présents qui parleront après moi, ce que signifie cette phrase. Vous leur direz si oui ou non il s'agit d'une provocation à l'égard des organisations des travailleurs indépendants, de tous les indépendants de ce pays qui, vous le savez aussi bien moi, servent considérablement le pays, en maintenant l'emploi, dans les circonstances présentes. J'espère que les indépendants prendront davantage connaissance de cette phrase escamotée lors de la déclaration gouvernementale. J'espère aussi qu'à l'occasion de ce débat les médias leur expliqueront ce que le gouvernement a décidé en matière de pension. Lorsqu'ils sauront, nous verrons les réactions qu'il faut craindre!

Monsieur le Ministre, la situation financière du régime des indépendants, l'impossibilité devant laquelle nous nous trouvons de continuer à cumuler des déficits de plusieurs milliards chaque année et l'insatisfaction profonde ressentie par les travailleurs indépendants sont autant de raisons qui nous portaient à croire que ce gouvernement allait tenter de faire adopter le projet de réforme, d'harmonisation des pensions tant attendu par tout le monde.

Je constate que M. Hanin est venu nous rejoindre et je lui adresserai quelques réflexions.

M. Hanin. — Je suis venu pour vous écouter!

M. R. Gillet. — A l'occasion du débat sur la déclaration gouvernementale, vous avez interrompu un de mes collègues pour l'engager à démontrer ce qui, dans le programme gouvernemental, pouvait être taxé de régression sociale. Vous avez dit, Monsieur Hanin, que vous le mettiez au défi de le prouver.

M. Hanin. — Vous avez peut-être entendu une telle observation, mais elle ne venait pas de moi.

M. R. Gillet. — Au cours des premières minutes de cet exposé, j'ai attiré l'attention sur l'incroyable régression sociale dont ce gouvernement était responsable à l'égard des travailleurs indépendants.

Je faisais également la remarque que personne ne peut comprendre actuellement le silence du Cepic et des libéraux à ce sujet.

Cela étant dit, Monsieur le Ministre, il est vrai que le rapport entre actifs et pensionnés, dans le domaine de la pension des indépendants, est un rapport incroyable, il est de 1 contre 1,18. L'intervention de l'Etat atteignant déjà 55 p.c., nous nous trouvons en présence d'un problème difficile à résoudre.

On sait aussi que le régime englobe des catégories de travailleurs qui, en cette matière, ont une situation particulière. Je veux parler des agriculteurs et des groupes à revenus marginaux. Nous aurons l'occasion de réexaminer ce problème à l'occasion de la discussion de votre budget.

En fait, chers collègues, au niveau des cotisations, les indépendants cotisent pour leur pension à raison de 7 p.c. de leurs revenus. Les travailleurs salariés, si l'on tient compte des cotisations patronales, cotisent à raison de 14 p.c. à peu près de leurs revenus.

Nous aurions estimé que le gouvernement aurait fait œuvre utile en décrétant que tout travailleur, quel qu'il soit, devait recevoir une pension proportionnelle au montant de ses cotisations. Je me rends compte, Monsieur le Ministre, que je ne suis pas démagogue en faisant une telle déclaration. Je ne me laisse pas aller vers cette tendance facile qui consiste à dire qu'il faut harmoniser totalement le système des pensions. Ce n'est pas facile, nous le savons bien. Mais je pense honnêtement que le gouvernement n'aurait pas fait preuve de démagogie en allouant une pension proportionnelle aux cotisations. Le gouvernement aurait pu s'honorer en essayant de résoudre le problème de cette manière.

Aujourd'hui, la pension des salariés est proportionnelle aux cotisations. Aujourd'hui, la pension des indépendants est forfaitaire et uni-

forme sans tenir compte des cotisations. On demande une harmonisation: il y avait un moyen d'en sortir.

La première de ces solutions est évidemment la prise en charge de ce qu'on est convenu d'appeler le « back service ». Vous me direz que cette solution est impossible et trop coûteuse.

Je rétorquerais que le « back service » a été pris en charge pour les travailleurs salariés.

Pour les personnes qui cotisent depuis 1956, il était possible de justifier l'octroi d'un régime identique à celui des travailleurs salariés. Or, on ne l'a pas fait. Il y a 23 milliards à éponger et, à l'heure actuelle, aucune solution n'est envisagée en cette matière.

L'Union syndicale des classes moyennes a d'ailleurs souhaité que, je la cite, « le principe soit mis en œuvre selon lequel mille francs payés par un indépendant doivent lui procurer une quotité de pension égale à ce que mille francs de cotisation procurent à un ouvrier ou un employé; c'est à la fois un principe d'harmonisation et de simple équité ».

Ainsi, on aurait pu espérer que le gouvernement résolve ou commence à résoudre le problème et dise: nous nous engageons à faire en sorte que la pension des indépendants cesse d'être forfaitaire et devienne proportionnelle, qu'elle soit calculée selon les mêmes règles et critères que celles des ouvriers et des employés, qu'on utilise les mêmes plafonds et que l'Etat n'intervienne que dans la mesure où les 7 p.c. de cotisation imposée aux indépendants ne permettent pas de financer une pension égale à la moitié — j'ai dit, tout à l'heure, 7 contre 14 — de la pension des salariés et des appointés.

La transformation de la pension forfaitaire en pension proportionnelle impliquerait évidemment que les indépendants à revenus faibles ou marginaux n'obtiendraient pas le minimum vital prévu pour ceux qui ne cotisent pas ou n'ont pas été en mesure de le faire.

C'est dans ce cas, Monsieur le Ministre, que la phrase à laquelle j'ai fait allusion devrait pouvoir s'appliquer réellement. Si c'est cela que le Premier ministre et le gouvernement ont voulu dire, il aurait été bon de le préciser. Je souhaite d'ailleurs que vous le confirmiez, Monsieur le Ministre.

Enfin, les indépendants, qui ne disposeront pas d'une pension considérable, devraient pouvoir obtenir une pension complémentaire sur la base d'un régime qu'ils créeraient eux-mêmes. Cela compenserait l'insuffisance de la pension, due au fait que les cotisations sont moins importantes que celles des salariés.

Je me résume: 1. On aurait souhaité que l'Etat se dise prêt à reprendre les déficits cumulés actuels. 2. On aurait également aimé entendre le gouvernement promettre d'examiner la possibilité, dans le cadre de l'harmonisation des régimes des pensions, d'établir, pour les indépendants, une pension proportionnelle calculée sur des bases identiques à celles des pensions des ouvriers et des employés. 3. On aurait aimé que le gouvernement prévoie le revenu garanti pour ceux qui n'atteindraient pas le minimum social vital. 4. Enfin, nous aurions été heureux d'apprendre que le gouvernement voyait la possibilité de compléter la pension légale et obligatoire des indépendants par un régime facultatif.

Voilà ce qu'aurait dû nous dire le ministre des Classes moyennes d'un gouvernement soutenu par le Cépéc et les libéraux. Eh bien, non, nous avons eu droit seulement à une phrase provocatrice qui n'est pas digne de vous ni des partis qui soutiennent ce gouvernement. Monsieur le Ministre, nous attendons votre réponse à ce sujet.

La deuxième partie de mon intervention, plus brève d'ailleurs, aura trait à la politique envisagée par votre gouvernement à l'égard des petites et moyennes entreprises.

Nous conviendrons tous qu'en Belgique, les PME, bien plus que les grandes entreprises, représentent actuellement la plus grande sauvegarde en matière d'emploi.

Le gouvernement a lui-même reconnu qu'« eu égard à leurs contributions à l'emploi et au rôle important qu'elles ont à remplir pour combattre la crise, la politique spécifique en faveur des PME, tant dans les secteurs industriel, commercial et artisanal que dans ceux des services et de l'agriculture, sera renforcée et développée ».

Cette déclaration gouvernementale a été faite récemment, et il est vrai que le gouvernement Martens III n'a pas encore une longue existence. Mais à ma connaissance, comme à celle des honorables membres de cette assemblée, rien n'a été entrepris depuis lors. Si je me trompe, c'est le moment de le dire et je vous assure que nous nous en réjouissons.

Voici quelques exemples.

Quelles sont, en matière de promotion des petites et moyennes entreprises, les mesures concrètes qui ont été prises depuis votre arrivée au département?

En ce qui concerne l'extension du système des primes d'adaptation et de réadaptation au recrutement d'un premier travailleur, rien n'a été fait.

Pour ce qui est de l'extension des possibilités d'intervention du Fonds de Garantie, toujours rien.

Quant à l'assouplissement de la réglementation relative à l'accès à la profession — point très important —, nous avions espéré le dépôt rapide en cette matière.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je vous rassurerai tout de suite à ce sujet.

M. R. Gillet. — Nous vous entendrons avec grand plaisir, Monsieur le Ministre, nous dire ce qui a été réalisé.

Pratiquement, ce qui compte pour un membre du Parlement, au travers des interventions qu'on lui demande, ce sont les réponses faites à ses questions.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Rappelez-vous, Monsieur Gillet, qu'on a légiféré à ce sujet en 1978 et qu'en application de la loi anticrise toute une série de mesures d'exécution ont été prises pour assouplir les conditions d'accès à la profession.

M. R. Gillet. — Quel aveu, Monsieur le Ministre! Si vous avez pris ces mesures, pourquoi en avez-vous encore parlé dans la déclaration gouvernementale?

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Nous allons poursuivre dans le même sens.

M. R. Gillet. — Il est exact qu'en 1978 et, si je me souviens bien, mon parti était d'ailleurs au gouvernement à l'époque, une série de mesures d'assouplissement ont été prises; vous avez raison de le rappeler.

En fait, je vous demande simplement ce qui a été fait ou entamé depuis l'installation du gouvernement dont le FDF ne fait plus partie.

Venons-en maintenant à la simplification des formalités administratives.

J'attends toujours les grandes simplifications annoncées. Vous nous promettez des mesures concrètes en vue de la simplification des formalités administratives! A défaut de décisions en la matière, je souhaiterais que vous nous disiez avec précision ce que vous comptez faire, quelles mesures concrètes vous avez prises, quels formulaires il ne faudra plus remplir. C'est ce sur quoi nous vous interrogeons.

La promotion des exportations des PME et l'introduction de sociétés d'une personne seront bientôt soumises à notre approbation.

Dans le cadre de la législation existante, je voudrais vous entretenir enfin de l'examen de la représentation des classes moyennes au sein de certaines instances. Monsieur le Ministre, je crois sincèrement que les classes moyennes — les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants — ne sont pas représentées par rapport à leur importance au sein des instances diverses, à la fois nationales et régionales.

L'engagement que vous avez pris devrait être concrétisé le plus rapidement possible.

Monsieur le Ministre, ne voyez pas dans mon intervention à la tribune une espèce de discours d'opposition systématique à votre politique. Nous souhaitons que vous puissiez mener à bien votre tâche et nous vous soutiendrons dans ce sens. Nous demandons simplement que vous nous expliquiez avec précision comment vous comptez réaliser concrètement les mesures générales contenues dans la déclaration gouvernementale. Nous ne demandons pas que vous les ayez prises aujourd'hui; ce serait impossible et démagogique.

Monsieur le Ministre, je ne suis sûrement pas le seul dans cette assemblée à attendre, avec une certaine inquiétude, votre réponse à la première question que je vous ai posée. Pardonnez-moi de me répéter. Il me paraît tellement grave et aberrant d'avoir osé insérer pareil texte dans une déclaration gouvernementale, d'avoir osé dire à des gens qui cotisent depuis 1956 — ils versent 7 p.c. de leurs revenus avec un plafond, je l'admets, mais ces cotisations peuvent cependant atteindre plus de 100 000 francs — que vous allez vous efforcer de leur accorder une pension atteignant le revenu minimum garanti aux personnes âgées, c'est-à-dire à celles qui n'ont jamais cotisé. Une explication claire et précise s'impose à ce sujet. Je souhaite qu'elle soit communiquée à la population des travailleurs indépendants afin qu'ils se rendent mieux compte de l'action du gouvernement en la matière. (Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Capoen.

De heer Capoen. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, de KMO en de zelfstandigen kunnen zich verheugen in een toenemende belangstelling en dit zowel vanwege de overheid als van private, economische en financiële instellingen.

De KMO worden terecht geroemd om hun aanpassingsvermogen aan de snel wisselende sociaal-economische en technische omstandigheden. Zij worden geroemd om hun weerstandsvermogen tegen de huidige crisis.

In ons land, in Vlaanderen meer dan in Wallonië, zijn de KMO belangrijke werkverschaffers die door hun eerder geringe onderlinge afhankelijkheid en de grote diversifiëring een belangrijk stabiliserend element vormen in ons economisch systeem.

De KMO stellen niet alleen veel mensen tewerk, maar deze tewerkstelling is meestal ook van hoge kwaliteit wegens de gunstige sociale en menselijke verhoudingen en wegens de zinvolle arbeid en het verste vakmanschap.

Om al deze redenen bekleden de KMO een belangrijke plaats in het economisch systeem van ons land en hebben zij een reële economische functie in de huidige geïndustrialiseerde maatschappij.

Logischerwijze mag men dan ook verwachten dat men van overheidswege alles in het werk zal stellen om deze sector te beschermen en beter nog om hem nieuwe ontwikkelingskansen te geven.

Daarom betreuren wij dat men het bij de vorming van deze regering andermaal niet nodig heeft geoordeeld een afzonderlijk ministerie voor de Middenstand en de KMO op te richten.

Mijnheer de Minister, daar u verantwoordelijk bent voor twee verschillende takken, namelijk Landbouw en Middenstand, bent u veel te veel belast en moet u te veel hooi op uw vork nemen. Dat kan niet bevorderlijk zijn voor de goede aanpak van deze problematiek.

Daarom ook betreuren wij dat de minister bevoegd voor de Middenstand over een zo klein budget beschikt en dat er zo een grote versnippering van bevoegdheden is. Dit alles maakt een doeltreffend beleid in deze complexe sector bijna onmogelijk.

Om de zelfstandigen en de kleine ondernemers opnieuw vertrouwen te geven en om de kansen van de leefbare KMO voor de toekomst veilig te stellen, moeten er in de eerste plaats volgende drie zaken gebeuren: ten eerste, het wegnemen van de bestaande druk en remmen; ten tweede, het organiseren van een betere begeleiding en het opbouwen van gepaste structuren en beleidsinstrumenten; ten derde, de herziening van het sociaal statuut.

Wat het eerste punt betreft, het wegnemen van de bestaande druk en remmen, wens ik het volgende te zeggen: wie regelmatig in contact komt met zelfstandigen en bedrijfsleiders uit de KMO-sector kan vaststellen dat zij een aantal wettelijke verplichtingen aanvoelen als een bijzondere druk en dat de administratieve rompslomp de grootste lastpost is voor deze mensen.

In de regeringsverklaring staat te lezen dat men concrete inspanningen zal doen om de administratieve formaliteiten te vereenvoudigen. Maar dat hebben wij ook gelezen in de vorige regeringsverklaring en in de regeringsverklaring vóór de vorige.

Er werd zelfs vóór enkele jaren een bijzondere werkgroep opgericht om deze problematiek te bestuderen. Blijkbaar zonder resultaat want tot op heden is er weinig of niets ten goede veranderd. De vele paperasseries dreigen de KMO te verstikken en te ontmoedigen. Het is toch niet een zo grote heksentoer om bepaalde administratieve formaliteiten te vereenvoudigen of zelfs eenvoudig te laten wegvallen!

Voor kleine ondernemers en zelfstandigen, die niet beschikken of kunnen beschikken over de nodige gespecialiseerde administratieve krachten, wordt het met de dag moeilijker en tijdrovender om klaar te zien en hun weg te vinden in de administratieve rompslomp die hun bedrijf teistert.

Wij zijn zo vrij hier enkele voorstellen te doen die ons inziens heel wat vereenvoudigingen zouden meebrengen zonder dat het gezonde beheer van de betrokken bedrijven er nadeel zou van ondervinden.

Men zou een enkele boekhouding moeten invoeren voor die bedrijven die er thans twee of drie boekhoudingen moeten op nahouden. Er zijn inderdaad bedrijven die zoveel boekhoudingen hebben op verzoek van de ministeries van Financiën, Economische Zaken en Justitie. Het aantal registers moet worden herleid tot één eenvormig register dat voor de verschillende controles kan volstaan. De computerbladen moeten als bewijsmateriaal in verband met de registers worden aanvaard. De tijd staat niet stil. Toch stellen wij vast dat die kleine ondernemingen en zelfstandigen computertabellen moeten overschrijven en opnieuw rangschikken. Dat is toch een anachronisme. Het toepassen van de eenvoudige boekhouding voor de eenmanszaken moet tot een hoger plafond worden toegelaten, bijvoorbeeld

tot 25 miljoen frank. De leiders van deze eenmanszaken hebben uiteraard een klaar inzicht in hun onderneming, zodat een eenvoudige boekhouding voldoende is als beleids- en beheersinstrument. Tenslotte moet het dubbel gebruik van documenten worden afgeschaft. De betrokken organismen zouden hun inlichtingen moeten halen bij collega's die deze inlichtingen reeds hebben. Wij denken hier bijvoorbeeld aan de gegevens die worden opgevraagd door het Waarborgfonds, de verlofkassen en de statistieken.

Een andere lastpost, om niet te spreken van pesterij, is voor de kleine ondernemer en de zelfstandige de confrontatie met de vele inspecteurs en controleurs. Dat zij met heelwat van deze mensen in contact komen blijkt uit de volgende opsomming: de fiscale en technische controleurs, de controleurs en inspecteurs van de ministeries van Volksgezondheid en Leefmilieu, Economische Zaken, Arbeid en Tewerkstelling, Sociale Voorzorg, van de RVA en de RSZ. Al deze controles zouden tot een minimum moeten worden beperkt en alleszins op een meer gecoördineerde manier dienen te gebeuren. Zo zouden bijvoorbeeld alle sociale controles in de KMO in één enkele controle moeten worden samengebracht.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Dit is reeds vijf jaar geleden beslist, Mijnheer Capoen.

De heer Capoen. — Maar het is nog altijd niet gebeurd, Mijnheer de Minister. Dat klagen wij juist aan. Vandaar komt de grote ontmoediging bij deze mensen. Men belooft hen reeds jaren allerlei zaken en zegt hen dat de beslissingen genomen zijn. Iedere dag stellen zij echter vast dat zij meer en meer in moeilijkheden worden gebracht in plaats van te worden geholpen.

Een tweede punt waarvoor wij aandacht vragen, is het organiseren van een betere begeleiding van de zelfstandigen en de kleine ondernemers. Deze begeleiding moet een tweevoudig doel nastreven.

Eerst is er het eigen systeem van beroepsopleiding en beroepsvervolmaking. In ons land kennen wij op dat vlak een sterk uitgebouwd systeem van permanente vorming. Om deze vorming nog beter te laten beantwoorden aan de gestelde eisen, moeten de administratieve structuren van de beroepsopleiding worden herzien en moeten wij komen tot een meer sectorgerichte professionele opleiding. Alle inspanningen op het gebied van onderwijs, opleiding en informatie moeten gericht zijn op het opvoeden van de ondernemer tot een manager-type met zowel beroepsvorming als algemene vorming. In dit verband vragen wij een grondig onderzoek over de sanering van de leersecretariaten.

Met het tweede luik van de begeleiding van de KMO bedoelen wij een technische bijstand, zoals informatie over nieuwe producten, nieuwe technieken en procédés, over exportmogelijkheden en over de evolutie van de sociale en de fiscale wetgeving. De toegang tot de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek is voor de KMO zeer moeilijk omdat er onder meer in de onderzoekcentra, in de Dienst prototypen en in andere overheidsinstellingen met hetzelfde doel niet voldoende, of zelfs geen rekening wordt gehouden met de mogelijkheden en de kenmerken van die KMO. Dit zou kunnen worden verholpen door de structuren van deze diensten te wijzigen, waardoor in de raden van beheer en in de adviesraden plaatsen zouden vrijkomen voor de vertegenwoordigers van de KMO. Ik denk hier aan de IWONL, Gom, Gim en de BDBH.

Op het vlak van de overheidsopdrachten en overheidsbestellingen kan er voor de KMO heel wat worden gedaan en kunnen nieuwe kansen worden geboden door de aanbestedingen in kleinere delen te splitsen of door het aantal beperkte aanbestedingen te vergroten. Het gaat hier meestal om kleine gespecialiseerde werken waarvoor kleine ondernemingen best geschikt zijn.

Verder zijn er nog heel wat mogelijkheden om het beroep van zelfstandige en kleine ondernemer aantrekkelijker te maken en de risico's te beperken. Hierbij denken wij bijvoorbeeld aan het invoeren van de éénmansvennootschap. Mijnheer de Minister, wanneer wordt dit statuut bij het Parlement ingediend? Mogen wij ook vernemen hoever het staat met het invoeren van een wettelijk statuut waardoor de individuele ondernemer de mogelijkheid krijgt een afscheiding te maken tussen zijn privé-vermogen en het ondernemingsvermogen?

Als belangrijke beleidsinstrumenten in het KMO-beleid, noemen wij nog het sociaal secretariaat en de sociale raadgever. Kon de mogelijkheid niet worden overwogen om het aantal aangesloten, vereist voor zo'n secretariaat, te verlagen, zodat er meer beroepsorganisaties toegang zouden krijgen? Met de thans gestelde normen dreigt een monopolievorming te ontstaan, met alle gevaren van dien.

Ook de accountant en de belastingconsulent zijn belangrijke instrumenten in het beheer en de controle van de KMO en de begeleiding ervan. Maar voor deze beroepen moet nog een statuut en een

reglementering worden uitgewerkt. Ook de bedrijfsrevisor kan een belangrijk instrument zijn voor een gezond en een rationeel beheer van onze KMO.

Als derde punt wil ik het hebben over het sociaal statuut van de zelfstandigen en de landbouwers. De zelfstandigen hebben een eigen sociaal statuut dat betrekking heeft op het pensioen, de kinderbijslag en de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Globaal beoordeeld moet men besluiten dat wij hier voor een bankroet staan. Het gecumuleerd deficit bedraagt momenteel om en bij de 30 miljard frank en wegens het structureel tekort, namelijk de uitgaven die groter zijn dan de ontvangsten, kan deze situatie alleen maar hopelozener worden.

Van de drie sectoren in het sociaal statuut, is alleen de sector kinderbijslag gezond. Voor dit jaar wordt een overschot van circa 750 miljoen frank verwacht; gevoegd bij het gecumuleerd boni van de vorige jaren, komt men aldus tot 2,5 miljard frank overschot. Deze gunstige situatie is echter hoofdzakelijk het gevolg van de ongelijke behandeling van de kinderen van de zelfstandigen.

De heer Boey treedt als voorzitter op

Wij vragen dat er een einde zou worden gemaakt aan deze discriminatie.

In de sector van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt voor dit jaar een tekort van ruim 900 miljoen frank verwacht. Ook hier bestaat er nog een grote discriminatie ten nadele van de zelfstandigen. De wachttijd van zes maanden zou moeten worden afgeschaft.

Dan is er nog de sector van de pensioenen waarin de situatie ronduit hopeloos is en waarin de discriminatie tussen zelfstandigen en loontrekkenden een echt schandaal is. Na een leven van hard werken en betalen van hoge bijdragen, moet de zelfstandige het stellen met het pensioentje amper gelijk aan het gewaarborgd bestaansminimum en lager dan de werklozensteun van een schoolverlater, die nog nooit heeft gewerkt. Dat is de werkelijke toestand. Het is niet overdreven dit een schandaal te noemen. Ik geloof dat alle collega's van alle partijen dit zullen beamen.

In de sector pensioenen verwacht men voor dit jaar een tekort van om en bij 2,5 miljard frank, wat het gecumuleerd deficit op zowat 23 miljard frank zal brengen.

De intrest om de hiervoor aangewende leningen te delgen, nadert 2 miljard frank per jaar.

In dit verband zouden we graag vernemen van de minister bij welke instellingen deze leningen werden aangegaan, en tegen welke voorwaarden.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Dat wordt dan wel een erg lange lijst.

De heer Capoen. — Als wij de lijst zouden krijgen van de periode dat u de leiding van het departement hebt, d.w.z. de laatste twee jaar, zouden wij al tevreden zijn.

Wegens de vermindering van het aantal zelfstandigen, door overschakeling naar andere beroepen en door de demografische evolutie kent de pensioensector een structureel tekort, zodat de toestand met de dag catastrofaler wordt.

In het kader van een globale hervorming van de maatschappelijke zekerheid zijn er heel wat voorstellen om het sociaal statuut van de zelfstandigen te saneren.

Net zoals de werkgroep-Allard, zijn wij van mening dat een grondige sanering maar mogelijk is als het Rijk de schuldenlast uit het verleden zou overnemen.

Van overheidswege wacht men op de adviezen van deze werkgroep, maar deze werkgroep wacht op zijn beurt op de principiële toezegging van diezelfde overheid om de schuldenlast over te nemen. Laten we hopen dat dit kaatsspel niet te lang aansleept.

De uiteindelijke oplossing kan alleen maar worden gevonden in een globale herziening van de sociale zekerheid.

Als eerste stap naar een oplossing zien wij de fiscalisering van het sociaal statuut, dit wil zeggen dat de bijdragen zouden worden berekend op basis van de door de ondernemer gerealiseerde meerwaarde, weliswaar begreund tot een bepaald bedrag dat zou kunnen worden vastgelegd door overleg en onderhandelingen.

Daardoor zou het systeem van de betalingen niet alleen rechtvaardiger en draaglijker worden, maar zou men bovendien de arbeidsintensieve bedrijven niet meer benadelen ten opzichte van de kapitaalintensieve bedrijven, zoals thans het geval is.

De heer Mesotten. — Dat zou voor de betrokkenen heel wat duurdere uitvallen.

De heer Capoen. — Dat heb ik niet gezegd. Ik beweer alleen dat met dit systeem de betalingen rechtvaardiger zullen worden gespreid. Wie het meest kan dragen zal het meest betalen.

De heer Mesotten. — Als men daartoe bereid is!

De heer Capoen. — In ons streven naar meer gelijkberechtiging voor iedereen, willen wij bovendien komen tot een sociale zekerheid die voor iedereen een gelijke basis van bescherming biedt. Daarom moet volgens ons de maatschappelijke zekerheid geglobaliseerd worden, zodat men zou komen tot één enkel sociaal statuut voor iedereen, voor alle werknemers, alle bedienden, kortom alle die hun brood moeten verdienen met werken. Dat zal de enige oplossing zijn, want alle andere middelen zijn uiteindelijk lapmiddelen en zullen alleen tot gevolg hebben dat wij van kwaad tot erger sukkelen en dat de toestand nog onoverzichtelijker en nog ondoorgroenderlijker wordt.

Het eerste middenstandsverslag werd een lijvig document dat een schat aan gegevens en informatie bevat.

Voor de volgende verslagen hadden wij naast het vele statistisch materiaal ook graag wat beleidsevaluaties en beleidsopties gezien, zodat dit jaarlijks verslag beter zou beantwoorden aan zijn oorspronkelijke opzet, namelijk een echt beleidsinstrument voor de zelfstandigen en de KMO-sector.

De zelfstandigen en de KMO vormen als het ware de ruggegraat van onze economie. De KMO hebben, naast hun economisch belang, ook een belangrijke sociale functie.

In onze samenleving bekleden de KMO een belangrijke plaats die we voor de toekomst zouden moeten kunnen waarborgen.

Deze toekomst kan alleen maar worden gevrijwaard wanneer alle discriminaties waarvan de zelfstandigen en de kleine ondernemers het slachtoffer zijn, worden opgeheven. Dit veronderstelt dat de Staat een evenredig deel van zijn inspanningen in de sociale, de fiscale en de economische sector voor de zelfstandigen en de KMO voorbehoudt. De zelfstandigen en de KMO willen leven. Ook voor hen moet het nog de moeite waard zijn om te werken, te ondernemen en te sparen.

Hoewel wij ieder punt van het regeerakkoord in verband met de zelfstandigen en de KMO afzonderlijk kunnen onderschrijven, menen wij dat het globaal beleid ter zake voldoende samenhang mist en vooral dat deze regering onvoldoende middelen ter beschikking stelt om een echt middenstandsbeleid te voeren, zodat wij deze begroting dan ook niet kunnen goedkeuren. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Bataille.

M. Bataille. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, les classes moyennes de notre pays sont composées de gens réalistes qui font preuve d'une grande activité. Ils veulent que le pays soit sauvé et ils y collaborent par de nombreuses heures de travail, ce qui n'est pas le cas dans toutes les classes de la société. Trop de citoyens admettent que des mesures soient prises à l'égard des autres mais exigent souvent qu'elles ne les atteignent pas.

Il faut éviter, Monsieur le Ministre, que des administrations pléthoriques ne décident de faire remplir par les dirigeants de nos petites et moyennes entreprises une foule de formulaires alors que le temps consacré à d'autres écritures, nécessaires cette fois, doit être pris sur le temps normal de travail.

Comment fonctionnent souvent les organismes de gestion et de soutien des PME? Au minimum, on peut dire que c'est souvent lourdement. Il faut aussi permettre à nos petites entreprises et à nos indépendants d'investir régulièrement. Or, il leur est difficile de trouver de la main-d'œuvre et ce n'est pas étonnant, pour plusieurs raisons d'ailleurs.

D'abord, trop de nouveaux diplômés ou de jeunes travailleurs s'inscrivent au chômage et attendent qu'on leur offre un emploi sur un plateau d'argent. Pourquoi, pour tous les jeunes, ne pas supprimer ce droit au chômage la première année? Je suis persuadé qu'ils chercheraient du travail avec plus d'ardeur qu'aujourd'hui.

En second lieu, l'enseignement professionnel devrait être adapté aux demandes du marché de l'emploi et les petites entreprises devraient être représentées dans les milieux qui arrêtent les nouveaux programmes.

Par contre, je vois très bien les contrats d'apprentissage maintenus et organisés par les classes moyennes. A mon sens, ce n'est pas le département de l'Education nationale, qui a déjà tellement de problèmes à régler, qui organisera vaialement un système qui a fait ses preuves et qui évolue en fonction des exigences du jour.

Malgré tout, on se plaint généralement du manque d'emploi. Je crois, Monsieur le Ministre, que le nombre d'emplois a augmenté

dans notre pays, mais que les emplois ont évolué. Par exemple, la mécanisation a amené la petite industrie et l'agriculture à ne plus employer la même main-d'œuvre que celle requise par le passé. Les progrès techniques ne semblent pas avoir été perçus par nos économistes. C'est pourquoi les recherches touchant les classes moyennes doivent aller dans le sens de l'orientation de la consommation, qui est à la base des débouchés et, partant, de l'emploi. Comme l'a dit le professeur Sauvy, selon l'orientation donnée à une dépense déterminée, le nombre d'emplois peut différer notablement. Par exemple, le circuit de travail le plus long passe par toute une chaîne de services. Au contraire, les circuits de travail les plus courts se traduisent par une consommation directe d'un produit. Les progrès techniques, qu'on le veuille ou non, entraînent souvent l'élimination de la main-d'œuvre; souvent aussi, ils assurent un plus grand bénéfice. Selon le mode d'emploi de celui-ci par les chefs d'entreprises, de nouveaux produits de consommation peuvent être créés, générateurs d'emplois. Il est dès lors du plus haut intérêt de subsidier l'étude des futurs circuits de travail avec d'autres moyens que nos anciens procédés. C'est la seule façon de rendre confiance aux classes moyennes de notre pays.

Ne perdez pas de vue, Monsieur le Ministre, la promotion de la formation des classes moyennes, en tenant compte, d'une part, de l'accès des jeunes à la profession et, d'autre part, de la reconversion professionnelle des adultes.

Comme les membres de toutes les professions nos indépendants doivent couramment se reconverter et devant de grandes décisions ils hésitent souvent, ce qui est une erreur.

Souhaitons que, dans les décisions du gouvernement, les classes moyennes ne soient pas écartées des réductions d'impôts directs.

En matière d'impôts indirects, si certaines majorations de TVA sont nécessaires, elles ne doivent pas aboutir à la création d'un quatrième taux ou à des majorations. Ces derniers doivent se concentrer sur des produits bien définis, qui intéressent toute la population.

Un mot à présent du statut social des indépendants. Ces derniers ne peuvent admettre une majoration des cotisations dans le cadre du régime actuel. Beaucoup d'indépendants — on l'a souligné avant moi — perçoivent une pension moindre que le minimum garanti. Celui-ci devrait être assuré à tout indépendant arrivé à l'âge de la pension.

Les classes moyennes espèrent qu'une réforme fondamentale de tous les régimes verra le jour rapidement. J'espère, Monsieur le Ministre, que même si votre département des Classes moyennes a perdu certaines compétences, vous veillerez au développement de ce secteur privé, car il est capable de réaliser des bénéfices et de rééquilibrer la balance commerciale ainsi que l'économie nationale.

Le PSC votera le budget des classes moyennes et compte sur vous, Monsieur le Ministre, pour supprimer les obstacles au bon fonctionnement des entreprises et à leur rentabilité, sans oublier de stimuler les entreprises dynamiques. Je vous remercie. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van den Broeck.

De heer Van den Broeck. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik zal mijn uiteenzetting kort houden, ook omdat collega Capoen reeds een onderwerp heeft behandeld waarover ik wilde spreken.

De vraag kan worden gesteld waarom de middenstand en de KMO nog steeds een onrechtvaardig behandelde groep zijn, zowel in sociale als in economische context, waar anderzijds vaststaat dat de KMO bestand zijn tegen de crisis en vaak zelfs een factor van heropleving zijn.

Evenzeer merkt de verslaggever op dat de middenstand een sociale groep op drift is, dat een sociaal beleid de problemen van de zelfstandigen niet kan negeren, dat de al te grote ongelijkheid met andere groepen hun rechtvaardigheidsgevoel op de proef stelt.

Hierin ligt meteen ook de reden besloten van de achterstand van de middenstand ten overstaan van de andere sociale groepen, namelijk zijn geringe weerbaarheid en laag organisatieniveau die mogelijk maken dat de neutrale observator, die de verslaggever moet zijn, kan spreken van «al te grote ongelijkheid» daar waar de werknemers, met juist wel een hoog organisatieniveau, eisen dat de verworven rechten niet worden aangetast en zelfs nieuwe verzuchtingen koesteren, denken we aan de vermindering van de arbeidsduur.

Wel moet hieruit de conclusie worden getrokken dat de middenstand dringend toe is aan een doeltreffende organisatie. De drukingsgroep is een feit in de huidige politieke constellatie. Een evenwicht van de drukingsgroepen moet dan ook bestaan opdat geen achterstelling van sociale groepen het gevolg zou zijn. Dergelijk even-

wicht zou het trouwens Parlement en regering makkelijker maken een evenwicht te bereiken in de behandeling van de sociale groepen.

Benevens deze algemene opmerking, zij het mij toegestaan in te gaan op een aantal specifieke problemen, waarbij ik het schema van de begroting volg. Ik zal het eerst hebben over het sociaal beleid.

De versobering, zoals ze terecht door de regering werd gevraagd, betekent een zware ingreep voor het betreffende budget. Gesteld moet worden, dat deze versobering de sociale voorzieningen voor de zelfstandigen niet mag aantasten, maar gevreesd kan worden dat zulks het geval zal zijn voor de kinderbijslagen waar het krediet werd verminderd. Er weze opgemerkt dat een aandachtige lectuur van het budget leert dat de bijkomende versobering van 2,2 pct. zoals gevraagd door de regering, moeilijk ten opzichte van alle ministeries in gelijke mate kan worden geëist. Een diversificatie dringt zich hier op, waarbij ten opzichte van de begroting van Middenstand een verminderd pct. dient in acht genomen, met verwijzing naar de grote sociale achterstand, en de opbeurende rol van de KMO voor onze zieke economie.

Betreurd moet worden dat geen ruimte blijkt te bestaan voor nieuwe initiatieven op het sociale vlak voor de zelfstandigen. De achterstand op het gebied van de pensioenen is schrijnend, en blijkbaar kan zelfs niet gedacht worden aan de verplichte uitbreiding van de ziekteverzekering tot alle risico's. Initiatieven op dit punt maken interne verschuivingen in de overheidsbesteding noodzakelijk. Hieraan zal de grootste aandacht moeten worden besteed bij de herziening van de sociale zekerheid.

Deze herziening van de sociale zekerheid vertoont nog een ander, niet minder belangrijk, facet voor de zelfstandigen, namelijk de sociale lasten voor de kleine zelfstandige ondernemer, die enorm op de rendabiliteit van het bedrijf drukken, bedrijf dat doorgaans zeer arbeidsintensief is. Ik wens er dan nu ook reeds de nadruk op te leggen, Mijnheer de Minister, dat de herziening van de sociale zekerheid geen bijkomende lasten mag inhouden voor de middenstand en de KMO en dat bovendien dient te worden gestreefd naar een interne herverdeling tussen de bedrijven van de te dragen lasten, waarbij de bijdrage van de kapitaalintensieve bedrijven dient te worden opgetrokken. Het belang voor het behoud en creëren van de werkgelegenheid in de KMO-sector dient nauwelijks te worden onderstreept.

Het tweede punt dat ik wil behandelen betreft het economisch beleid.

De huidige, nog steeds, voortgezette politiek van hoge interesten betekent een ernstige handicap voor het KMO-bedrijf. Dagelijks gaan bedrijven ten onder, enerzijds, door het te duur worden van het bestaande krediet — denken we aan de kaskredieten —, anderzijds, de geringe toegankelijkheid van nieuw krediet, gezien de krapte van de kapitaalmarkt en de daaraan gekoppelde intrestvoeten. De regering moet dan ook opteren voor een beleid van redelijke intrestvoeten met kredietfaciliteiten en begunstiging van de nieuwe investeringen door middel van rentetoeelagen. De beslissing de BTW op de investeringen af te schaffen betekent enige vooruitgang.

In het bijzonder moet aandacht worden besteed aan het belang van het wetenschappelijk onderzoek voor de KMO, wetenschappelijk onderzoek waaraan deze sector op dit ogenblik al te weinig deel heeft en nut van wegdraagt.

Opdat de KMO zijn taak zou kunnen diversifiëren en zich met succes richten op nieuwe markten en sectoren is een grotere *input* van het toegepast wetenschappelijk onderzoek dringend noodzakelijk.

Het Economisch en Sociaal Instituut van de Middenstand lijkt hier de aangewezen motor en coördinator. In zijn taakomschrijving vinden we inderdaad «studie, wetenschappelijk onderzoek, technische bijstand van de KMO en informatieverwerking». Konkreet moet worden overgegaan tot de centralisatie van de diensten van Economische Zaken, die beogen steun te geven aan de KMO op het punt van het wetenschappelijk onderzoek, met name het Fonds voor Prototypes en het IWONL (Instituut voor Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw) binnen het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand. De kredieten op het budget Economische Zaken die hierop betrekking hebben, zouden moeten worden getransfereerd naar Middenstand.

Tenslotte, en niet in het minst, moet resoluut worden geopteerd voor een grotere inbreng van de Vlaamse universiteiten in de KMO. Het toegepast wetenschappelijk onderzoek komt thans vrijwel alleen ten goede van de grootindustrie, waar de KMO nochtans een groot percentage van het BNP voortbrengt en dringend nood heeft aan *know-how* wil het verder deze positieve rol voor de economie blijven waarmaken.

Ten derde wil ik nog even stilstaan bij de organisatiestructuur van de middenstand.

Onze maatschappij kent een verder woekerende evolutie in korporatistische zin. In vele beroepen werd op een verdoken wijze een numerus clausus ingevoerd, denken we aan de accountants en de vertegenwoordigers. Anderzijds werden binnen het beroep zelf steeds meer beschotten ingebouwd die soms doen denken aan middeleeuwse toestanden.

De wet van 15 december 1970 op de toegang tot het beroep in de kleine en middelgrote ambachts- en handelondernemingen, en vooral de vele, steeds restrictiever wordende uitvoeringsbesluiten zijn aan herziening toe.

Bij deze herziening dient men uit te gaan van de idee, dat binnen een bepaalde beroepsopleiding, die voor elkeen op gelijke wijze toegankelijk moet zijn, de vestiging tot en de uitoefening van het beroep essentieel vrij moeten zijn. Hier moet niet bijgestuurd worden, maar een duidelijke optie worden genomen.

Tot slot Mijnheer de Voorzitter, zou ik willen pleiten voor een spoedige opname in het Belgisch recht van de éénmansvennootschap, zoals dit reeds bestaat in een aantal ons omringende landen. Het is een normale betrachting die veralgemening verdient, dat de zelfstandige zijn handelspatrimonium kan afscheiden van zijn privaat vermogen. Hoewel ook de huidige vennootschapsvormen, en dan denk ik voornamelijk aan de PVBA, hiervoor mogelijkheden bieden, kan men rustig stellen dat de éénmansvennootschap een gevoelige verbetering zou betekenen. Een initiatief in die zin verdient dan ook aanbeveling.

Tot daar, Mijnheer de Minister, een aantal opmerkingen welke ik wenste te formuleren. Ik hoop dat u er rekening zal mee houden. U zal met mij akkoord gaan dat de burgerzin en het rechtvaardigheidsgevoel van een sociale klasse, *in casu* de middenstand, niet gestreeld worden door achterstelling, wat een feit is voor de middenstand. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dalem.

M. Dalem. — Monsieur le Président, chers collègues, malgré la constitution d'un gouvernement composé de trente-six membres, vous devez, Monsieur le Ministre, assurer la conduite de deux ministères. Vos qualités bicéphales ne sont pas mises en doute, bien au contraire, mais vous devez assumer la tâche absorbante de ministre de l'Agriculture et de ministre des Classes moyennes.

Or, les responsabilités de ce dernier ministère permettraient assurément à elles seules, et plus particulièrement dans les temps que nous vivons, de trouver matière à travail et à réflexion pour un ministre.

Tout le monde s'accorde à reconnaître les mérites d'une politique bien structurée en faveur des Classes moyennes. Malheureusement, Monsieur le Ministre, les moyens dont vous disposez ne vous permettent pas d'atteindre cet objectif.

Il faudra bien composer, mais je crains que les louanges adressées aux Classes moyennes, en raison notamment de l'emploi offert par les petites et moyennes entreprises, ne suffisent pas pour qu'elles continuent à assurer le rôle rempli jusqu'à ce jour.

Permettez-moi, Monsieur le Ministre, de vous adresser ces quelques remarques qui m'apparaissent fondamentales.

En ce qui concerne le statut social des indépendants, problème qui a déjà été très souvent évoqué et qui défraie encore l'actualité, il faudra qu'une solution intervienne dans les plus brefs délais. La situation me paraît suffisamment grave pour qu'enfin on se mette autour de la table afin d'en discuter.

La formation permanente des Classes moyennes relève désormais et avant tout des exécutifs communautaires. Certes, les intentions définies par l'exécutif sont louables, mais les problèmes provoqués par la prolongation de la scolarité et le statut des secrétariats d'apprentissage sont d'une importance telle qu'ils requièrent des solutions élaborées de manière suffisamment souple et efficace.

Les petites et moyennes entreprises sont les seules créatrices d'emplois; en effet, malgré la crise, les entreprises de moins de 50 travailleurs, et principalement celles comptant de cinq à dix travailleurs, ont permis d'offrir 35 000 emplois nouveaux depuis 1974.

La situation que l'on connaîtra dans les prochains mois et sans doute, dans les années à venir, nous fera mieux connaître le rôle que les petites et moyennes entreprises peuvent jouer. Je crains, hélas! que si une politique novatrice ne se développe, un certain étouffement ne s'annonce.

Notre commission des Classes moyennes ne se réunit pas assez souvent. Il serait souhaitable que nous puissions échanger nos vues sur des problèmes aussi importants; ce n'est pas lorsque le secteur des Classes moyennes, le moins frappé peut-être jusqu'à ce jour, agonisera qu'il faudra étudier le problème. Des confrontations et discus-

sions au sein de la commission seraient de nature à favoriser cet esprit qui doit caractériser une politique véritable des Classes moyennes.

La déclaration gouvernementale annonce une série de mesures en faveur des petites et moyennes entreprises. Il m'apparaît fondamental que ces mesures soient à nouveau examinées.

Les primes d'emploi, qui pourraient être étendues aux indépendants devenant employeurs, méritent également notre attention. Les tracasseries administratives valent bien qu'une commission s'attache à tenter de trouver des formules indispensables à une réduction des formalités.

La double tâche qui est la vôtre, Monsieur le Ministre, est bien différente. D'une part, vous êtes « cadennassé » dans votre politique agricole par des décisions, notamment en matière de prix, le plus souvent élaborées à l'échelon européen. D'autre part, en votre qualité de ministre des Classes moyennes, vous avez une magnifique occasion d'innover. Soyez certain que c'est par cette dernière voie que l'on sauvera ce qui peut encore être sauvé. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Rore.

De heer De Rore. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, in de recente parlementaire werkzaamheden en in de verklaringen van de regering, is er bij herhaling sprake van een fundamentele hervorming van de sociale zekerheid. De inlichtingen die de leden van het Parlement via de media hieromtrent kunnen opvangen, slaan uitsluitend op de hervorming van het regime van de sociale zekerheid van de werknemers.

Het begrip sociale zekerheid in zijn ruime betekenis behelst wel degelijk ook de situatie van werknemers in openbare dienst zoals Staat, provincie, gemeenten, intercommunalen en zelfs de overzeese sociale zekerheid bij Buitenlandse Zaken en alleszins het sociaal statuut der zelfstandigen.

Vorig jaar werd trouwens voor een niet-bepaalde tijdsduur de werkgroep-Allard weer samengesteld met als opdracht het sociaal statuut der zelfstandigen gezond te maken.

De geachte minister heeft ongetwijfeld het voornemen straks te spreken over de toestand van de verschillende sociale regimes voor zelfstandigen. Ik durf hem vragen ons meteen uiteen te zetten in welke mate het sociaal statuut voor zelfstandigen participeert in deze geplande grondige hervorming van de sociale zekerheid en hoever de werkgroep-Allard momenteel reeds gevorderd is in de studie van de problematiek. Zijn er reeds conclusies en voorstellen en kan de Senaat hiervan kennis krijgen?

De regering heeft via haar jongste verklaring het voornemen te kennen gegeven de aangifte van de persoonsbelasting te laten « splitsen » of « splitten ». Dat betekent dat ook op naam van de echtgenote een belastingaangifte mag worden gedaan van een deel van de verdienste van de echtgenoot zelfs als de vrouw haar man niet bijstaat in de uitoefening van zijn taak.

In welke mate zal artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967, de basiswetgeving van het sociaal statuut, hierdoor in werking worden gesteld en worden beïnvloed? Dit artikel zegt dat als helper niet aan dit besluit zijn onderworpen: 1° de echtgenoot of de echtgenote van de onderworpenen zelfs indien een deel van de bedrijfsinkomsten hem worden toegekend overeenkomstig de wetgeving op de inkomstenbelastingen. Het gaat hier blijkbaar om de echtgenote en die is volgens deze tekst formeel uitgesloten. Hetzelfde artikel luidt verder: 3° de helpsters op wier naam uit dien hoofde een inkomen is aangegeven bij de administratie der Directe Belastingen, hetzij door de betrokkenen zelf, hetzij door de zelfstandige die zij bijstaan of vervangen. Genoemde helpsters kunnen nochtans in de voorwaarden door de Koning vastgesteld beroep doen op de vrijwillige onderwerping.

De personen bedoeld in het tertio kunnen dus een beroep doen op de vrijwillige onderwerping. Deze onder primo niet. Het primo slaat op de echtgenote. Het tertio slaat waarschijnlijk op de dochters — niet op de zonen want de tekst is exclusief vrouwelijk gesteld — maar ook op de bijzit.

Zo mijn veronderstelling juist is, zou de echtgenote, zelfs wanneer ze een belastingaangifte doet, niet dezelfde rechten hebben als de bijzit, die geen aangifte doet. In dezelfde veronderstelling zouden dochters niet dezelfde verplichtingen hebben als zonen.

Daaromtrent wens ik twee vragen te stellen.

Ten eerste, zal het toekomstig splittingregime der belastingen het genoemde artikel 7 ongemoeid laten? Mijn vraag is *in se* voorbarig, maar zij verdient nu reeds aandacht.

Ten tweede, in België werd bij wet de gelijkheid van man en vrouw inzake sociale rechten vastgelegd. Zijn we zodoende niet verplicht de rechtssituaties ingevolge het primo en het tertio van het genoemd artikel 7 aan te passen?

Om tot gelijke behandeling van man en vrouw in de sociale rechten en plichten te komen, moeten nog andere voorschriften van ons reglementair bestel worden gewijzigd. Ik denk aan de situatie van de verlaten vrouw. De gescheiden man blijft volwaardig rechthebbende. De vrouw wordt losgemaakt van de sociale positie van haar ex-echtgenoot. Ik verwijs naar afdeling 5 van het koninklijk besluit van 22 december 1967 inzake het pensioenregime der zelfstandigen. Analoge toestanden bestaan in de ziekteverzekering voor zelfstandigen.

Graag vernam ik van de geachte minister of het Parlement binnen afzienbare tijd teksten mag verwachten van ontwerpen tot wijziging van de bestaande wetten die de gelijke behandeling van man en vrouw moeten inbouwen. Ik weet dat deze operatie niet exclusief voordelig moet zijn voor de vrouw. Het volstaat te verwijzen naar de pensioengerechtigde leeftijd, 65 of 60 jaar, en bijvoorbeeld ook naar de aanpassingsvergoeding die niet bestaat voor de man en evenmin het recht op cumulatie van rust- en overlevingspensioen dat voor de man niet bestaat.

Ik weet wel, Mijnheer de Minister, dat het regime van de ziekteverzekering tekorten boekt. Toch wil ik hier een lans breken voor de verzekering van sommige gepensioneerden.

Het regime voor de zelfstandigen kent wettelijk alleen de verzekering tegen grote risico's. Er bestaat echter een kans om vrijwillige bijdragen te betalen voor een verzekering tegen kleine risico's. Mijn aandacht gaat hier vooral naar de in leeftijd vergevorderde gepensioneerden, voor wie de mogelijkheid om vrijwillig of onvrijwillig bij te dragen voor de kleine risico's niet meer bestaat. In de regel aanvaarden de ziekenfondsen de aansluiting van deze bejaarden niet meer. Gepensioneerden in het werknemersregime en in de openbare dienst zijn wel verzekerd tegen deze kleine risico's.

Mensen van de derde leeftijd praten met mekaar, ook over de dokter en de apotheker. Wie aan sociaal dienstbetoon doet, ervaart dit alleszins, want er wordt geregeld uitleg gevraagd over de reden van het verschil in de terugbetaling van de gezondheidskosten ingevolge de al dan niet bestaande verzekering tegen kleine risico's.

Mijnheer de Minister, ik weet dat dit geld zal kosten. Ik weet niet hoeveel. Maar zelfs in deze crisistoestand behouden Parlement en regering hun belangstelling voor de kleine pensioenen en de sociaal zwaksten. Een heel deel van de gepensioneerden in het pensioenregime voor zelfstandigen moeten bij de misdeelden worden gerangschikt. Ik pleit met overtuiging voor een wijziging in de bestaande reglementering opdat ook de gepensioneerde zelfstandigen wier inkomen niet de grens overschrijdt die gesteld is in het regime voor de werknemers, tot de aanvullende verzekering worden toegelaten.

Onlangs kreeg ik het jaarverslag 1979 van de Nationale Kas voor Beroepskrediet toegestuurd. In dit rapport staan belangrijke dingen.

De wet van 4 augustus 1978 heeft een participatiefonds opgericht. Dit fonds moet participaties nemen in het kapitaal van kleine en middelgrote ondernemingen die het statuut hebben van een naamloze vennootschap of van een coöperatieve vennootschap. Het koninklijk besluit dat de modaliteiten van de tussenkomst van dit fonds moet regelen, is nog niet verschenen.

Sinds december 1979 moet de Nationale Kas voor Beroepskrediet de kredietverlening afremmen en dus niet alleen hoge interesten vragen, omwille van de moeilijkheden die ze ondervindt om de nodige middelen beschikbaar te krijgen.

Op bladzijde 12 van dit verslag krijgen wij, als wetgever, een veeg uit de pan omdat wij ons niet bekommeren om het statuut van de instelling. De dotatie van de instelling is sinds 1972 niet meer aangepast. De wet van 4 augustus 1978 heeft het maatschappelijk fonds van de kas op 2 miljard gebracht door een bijkomende inschrijving van 1,3 miljard in dertien tranches van 100 miljoen. De eerste tranche van 100 miljoen zal in 1980 beschikbaar worden gesteld. Onder die voorwaarden moet de kas vandaag nog haar financieringsmiddelen halen uit de uitgifte van kasbons, obligaties en kapitalisatiebons. In de huidige stand van zaken is de Nationale Kas voor Beroepskrediet dus niet bij machte haar opdracht behoorlijk te vervullen. De minister van Middenstand moet een ernstig gesprek voeren met zijn collega van Financiën om deze instelling voldoende levenskracht te verzorgen, zodat zij haar opdracht naar behoren kan vervullen.

Er is de wet van 14 juli 1971 op de handelspraktijken. Volgend jaar wordt deze wet tien jaar. Zij is nuttig en moet dus blijven bestaan. De diensten van Economische Zaken en van Middenstand zouden bezig zijn met het opstellen van een nieuwe tekst, rekening houdend met de opgedane ervaringen en met de gewijzigde koop- en

verkoopgewoonten van het publiek. Ik juich dit toe en dring er bij de minister op aan dit ontwerp zo vlug mogelijk aan het Parlement te overhandigen.

Artikel 2 van de wet van 14 juli 1971 schrijft voor dat de prijs ondubbelzinnig en schriftelijk moet worden aangeduid. De wet zegt niet dat de prijs BTW of andere elementen moet bevatten. Zo kan de prijsaanduiding van produkten of diensten op dubbelzinnige wijze bij de klant overkomen. Dat gebeurt bijvoorbeeld als bij de aangegeven prijs nog BTW, en bijvoorbeeld in de Horeca-sector nog dienst moeten worden bijgerekend. In de praktijk wordt de vermelding omtrent BTW en dienst dikwijls in kleine letters onderaan de rekening geschreven. De prijsvermelding kan nog steeds op wettelijke wijze misleidend zijn, al naargelang in de vermelde prijs de bijkomstige kosten al dan niet vermeld zijn.

Om hier eerlijke concurrentievoorwaarden te scheppen en de verbruikers te beschermen, zou naar mijn mening alinea 3 van artikel 2 van de wet moeten worden geschrapt. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 juli 1972 zou eventueel moeten bepalen dat de voorgestelde prijs het bedrag van de belasting over de toegevoegde waarde en van de dienst behelst. Publiciteitsbladen en reclamefolders voor verkoop per briefwisseling moeten dezelfde verplichting aanvaarden en bovendien nog melding maken van de bijkomende kosten van verpakking en expeditie. Op die manier schept men eerlijke concurrentievoorwaarden in deze distributiesector. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hanin.

M. Hanin. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, j'avais tout d'abord pensé ne pas intervenir dans ce débat mais, tout compte fait, après avoir consacré une si longue période de ma vie politique aux Classes moyennes, il m'a paru impossible de m'abstenir dans la discussion de ce budget.

Ma brève intervention portera sur la sécurité sociale des indépendants qui est devenue votre principal souci, Monsieur le Ministre.

J'ai écouté avec beaucoup d'attention l'intervention de M. Roland Gillet sur ce sujet. Que l'on appartienne à la majorité ou à l'opposition, je pense qu'on en est arrivé à un point tel que l'on peut s'exprimer d'une même façon.

Si j'étais ministre des Classes moyennes, je ne serais pas très heureux de voir figurer dans la déclaration gouvernementale le texte relatif à la pension des indépendants. Promettre à des gens qui ont cotisé pendant toute leur vie active qu'ils obtiendront la pension minimum assurée à ceux qui n'ont jamais cotisé à aucune espèce de pension représente — il faut le reconnaître — un progrès bien dérisoire. Je dirai plus: c'est inadmissible et cela montre que la situation des indépendants, en matière de sécurité sociale en général, et de pension en particulier, est profondément injuste.

Lorsque j'avais la responsabilité du ministère des Classes moyennes, j'ai été frappé de constater que, lorsque je me battais pour la pension des indépendants, c'était en fait pour les plus défavorisés des travailleurs que je luttais. Malgré un certain progrès, les travailleurs indépendants sont encore et toujours les travailleurs les plus défavorisés. Tous ceux qui ont des contacts avec la population, ceux qui tiennent des permanences et auxquels viennent s'adresser les personnes en difficulté, surtout les personnes âgées, le savent bien.

Quelles que soient les opinions politiques que l'on peut avoir, il faut reconnaître que cette situation n'est pas favorable à l'esprit d'initiative et qu'elle doit changer.

Il faudrait arriver, dans un délai raisonnable, à une pension nationale de base pour tous, ce qui n'empêcherait pas des différences au-dessus d'un certain niveau minimum. Ce serait, pour le ministre des Classes moyennes, un excellent objectif, si pas à court terme, du moins à moyen terme.

En 1969-1970 déjà, lorsque nous avons réformé la sécurité sociale des indépendants, le Premier ministre, M. Eyskens, se demandait s'il n'était pas possible de concevoir un système qui assurerait à tous, à l'âge de 65 ans, une pension de base, quitte à ce que les efforts supplémentaires effectués dans le domaine des cotisations se caractérisent par une différenciation au-delà du minimum garanti. Nous devons nous engager dans cette voie. Je voudrais insister, Monsieur le Ministre, afin que des études soient au moins entamées pour préciser les pensées à cet égard.

M. R. Gillet. — Voici quinze ans que je lutte pour cela, et contre vous!

M. Hanin. — Monsieur Gillet, moi aussi j'ai lutté pour cela. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à l'avoir fait.

M. R. Gillet. — Cela fait quinze ans!

De heer Jorissen. — Even lang als ik.

M. Hanin. — Reconnaissez-le, des progrès ont été réalisés même si, j'en conviens, ils s'avèrent insuffisants à l'heure actuelle. Je veux bien admettre, et les indépendants doivent, eux aussi, le reconnaître, que le moment n'est pas fort propice au progrès. Si toutes les classes de la société ne consentent pas des sacrifices réels et équivalents afin de restaurer les finances de l'Etat, nous finirons, c'est évident, par payer tout le monde en monnaie de singe!

Par contre, il serait injuste que des sacrifices soient réclamés dans un secteur alors que, dans un autre, le droit à l'amélioration serait admis. A cet égard, les phrases contenues dans la déclaration gouvernementale et relatives à la pension des salariés et celle des indépendants, ne me tranquillisent pas quant aux actions qui vont être entreprises.

Je suis monté à la tribune cet après-midi, Monsieur le Ministre, pour vous dire ceci, et je sais que vous y serez attentif, car je connais bien votre souci de la situation des Classes moyennes: alors que les pensions les moins élevées de salariés vont connaître, semble-t-il, certaines améliorations, vous devez veiller à ce que le secteur des indépendants ne se trouve privé d'améliorations comparables. Je ne parlerais pas ainsi si la pension des indépendants était supérieure à celle de certains salariés, mais, nous le savons tous, il n'en est rien. Je ne vais pas, comme M. Gillet, prôner une augmentation proportionnelle aux versements effectués, car dans la situation financière difficile que nous connaissons, les efforts extrêmement faibles que l'on peut réaliser, doivent en priorité bénéficier aux moins favorisés. Ce qui est réclamé porte sur le moyen terme.

M. R. Gillet. — Ce moyen terme dure depuis quinze ans!

M. Hanin. — Si chacun refuse de tempérer ses réclamations, il en subira les conséquences.

M. R. Gillet. — Qu'on les mette au moins à l'étude!

M. Hanin. — Dans ce pays, personne ne se rend suffisamment compte de la situation dans laquelle nous nous trouvons.

Cela s'adresse, je m'empresse de le dire, non pas exclusivement aux indépendants mais aussi, au moins autant, aux autres classes de la société. Lorsque le gouvernement demande des sacrifices personne n'est prêt à les consentir. Chacun continue à maintenir des réclamations, à titre individuel ou pour la classe à laquelle il appartient. Si on continue de la sorte, tout le monde en paiera les conséquences. Cela ne signifie pas que je me désolidarise quant au fond de ce que vous avez dit et qui est profondément juste. Par conséquent, il ne serait pas admissible et c'est par là que je terminerai, qu'à l'heure actuelle des pensions, dans d'autres secteurs, connaissent des progrès et que celles des indépendants stagnent à un niveau inférieur ou simplement égal à celui qui est assuré aux personnes qui n'ont jamais cotisé dans aucun secteur.

J'espère, Monsieur le Ministre, que vous viendrez nous dire que vous défendrez cette thèse au sein du gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Windels.

De heer Windels. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het KMO-beleid, neergeschreven in de regeringsverklaring, is veel ruimer en rijker aan inhoud dan de schamele 6 punten uit de vorige regeringsverklaring. Het wettigt dus een zekere hoop. Ik zal mij tot 4 punten bepalen om twee redenen. Deze punten werden ten eerste door vele voorgaande sprekers aangehaald, wat bewijst dat zij zeer actueel zijn en handelen over grote noden. Misschien is het niet slecht dat bij deze gelegenheid nog eens te onderstrepen. Ten tweede is het misschien mogelijk bij de behandeling van die vier punten op een paar aspecten te wijzen die nog niet werden aangehaald.

Allereerst wil ik handelen over het sociaal statuut van de zelfstandigen, maar dan in het licht van de komende onderhandelingen tussen de regering en de representatieve middenstandsorganisaties.

Ten tweede zal ik hier even de nood aan het operationeel maken van het participatiefonds benadrukken.

Ten derde wil ik handelen over de toegang van de KMO tot het wetenschappelijk onderzoek, wat hier ook reeds door twee of drie sprekers werd gevraagd. Het moet zijn dat deze nood acuut is.

Ten vierde, zal ik het hebben over de aanmoediging van jongeren om tot een zelfstandig beroep toe te treden.

Ten eerste, is er de eerder procedurele kwestie, voor de onmiddellijke toekomst, inzake het sociaal statuut.

De zelfstandigen zullen, in het kader van de begrotingswet, 600 miljoen moeten bijdragen om het stelsel van de ziekteverzekering te helpen saneren. Zij zijn daartoe bereid onder de bepaalde voorwaarden, dat een oplossing wordt gevonden voor het dramatisch probleem van het pensioenstelsel. Dit vraagstuk is drievoudig:

Ten eerste, het oplossen van het structureel tekort dat, wanneer men er de intresten van het verleden bij telt, ongeveer vijf miljard zal bedragen. Het is duidelijk dat dit structureel tekort alleen moet worden gezien als het nettoverschil tussen de inkomsten en de pensioenuitkeringen, zijnde ongeveer 2,5 miljard voor dit jaar.

Er wordt in de programmawet volmacht gegeven aan de Koning om vóór 1 september een oplossing te vinden. De bedoelde koninklijke besluiten moeten door het Parlement worden geratificeerd.

Wij zullen waken over een verantwoorde reeks maatregelen waarvan de financiële weerslag voor de zelfstandigen tot het strikt noodzakelijke wordt beperkt.

De structuur kan gezond gemaakt worden. De zelfstandigen zijn bereid tot een inspanning. Het aantal zelfstandigen neemt niet verder af, er is zelfs een lichte aangroei. Op dit gebied kan dus zeker iets positiefs worden gerealiseerd.

Ten tweede, is er de schuldenlast van het verleden, die eind 1980 ongeveer 28 miljard zal bedragen en indien geen ingrijpende maatregelen getroffen worden in 1985 gestegen zal zijn tot 65 miljard. Deze enorme last uit het verleden is niet zo verwonderlijk. Het pensioenstelsel van de zelfstandigen is relatief jong. Velen genieten een pensioen en hebben in het verleden zeer onvolledige bijdragen betaald, dan wanneer het aantal zelfstandigen drastisch is verminderd, waardoor de solidariteit over weinigen gespreid wordt. Tenslotte is het inkomen van de groep van de zelfstandigen niet in dezelfde mate toegenomen als dit bij de ruime groep van de werknemers het geval is.

Hier zijn wij bepaald ongerust. De regering heeft een amendement ingediend in de vorm van een artikel 94bis, waarin zij voor de oplossing van deze situatie in de pensioensector, verwijst naar besprekingen over het geheel van de schuldenlast van alle stelsels van de sociale zekerheid.

Dit is een ernstige afzwakking van artikel 94 van de programmawet, vooral gekend door het optreden in de Kamer van de heren d'Alcantara en Verhaegen. In dit artikel wordt heel wat nauwkeurig en met een veel directer medewerking van het Rijk en tevens op kortere termijn, een oplossing gezocht voor de financiële catastrofe in deze sector.

Deze gang van zaken verontrust ons des te meer daar een oplossing moet worden gevonden vóór 1 januari 1981. Wij hebben nog enkele maanden tijd, maar dit noopt ons toch tot volgende twee bedingen:

Ten eerste, nadat de zelfstandigen 600 miljoen hebben bijbetaald voor de ziekteverzekering en nadat zij via een quasi onvermijdelijke bijdrageverhoging, het structureel tekort hebben aangezuiverd, zullen de onderhandelingen beginnen en dit zonder enige zekerheid over een oplossing. Dit verontrust ons.

Ten tweede, wie geeft enige garantie dat de besprekingen over het globaal financieel probleem van de sociale zekerheid enig resultaat zullen opleveren vóór het einde van dit jaar? Dit is duidelijk tegen de geest en de letter van het in de commissie goedgekeurde artikel 94 van de programmawet.

Een laatste deel van dit probleem van het pensioenstelsel, namelijk het forfaitair bedrag van de pensioenen, werd door verschillende sprekers onder wie de heren Gillet en Hanin, grondig behandeld. Ik sluit mij ten dele aan bij wat zij hebben gezegd. In de regeringsverklaring lezen wij onder het hoofdstuk betreffende de sociale zekerheid op bladzijde 7: «Er zal naar gestreefd worden voor een volledige loopbaan het pensioen der zelfstandigen te brengen op de hoogte van het gewaarborgd minimum voor bejaarden.» Dit betekent dat het van ongeveer 11 500 frank zal gebracht worden op 12 600 frank, een stijging dus met ruim 10 pct. Deze beslissing, hoe minimaal ook, juichen wij van harte toe maar, zoals u weet, Mijnheer de Minister, is hiermee een bijkomende uitgave van ongeveer 3,5 miljard gemoeid. Is dit een ernstige belofte om een einde te maken aan een psychologisch onhoudbare toestand ten opzichte van de zelfstandigen of is dit een inhoudloze tekst die van de ene regeringsverklaring verhuist naar de andere?

In een zelfde verband en met het oog op een fundamentele regeling worden in ruime kring volgende bedenkingen gemaakt: Dient het forfaitair bedrag niet te worden vervangen — en ik wil hier rekening houden met alle overwegingen — door een stelsel van proportionele pensioenuitkeringen? De mening wint veld dat de grens van de solidariteit reeds lang is overschreden en het stadium van de bijstand heeft bereikt, die de ene zelfstandige aan de andere verleent.

Dienen niet dringend vormen van aanvullende pensioenvorming voor zelfstandigen te worden uitgewerkt, met fiscale vrijstelling voor de uitgespaarde bedragen en behoorlijke rente bij de kapitalisatie van deze bedragen, zodat uiteindelijk ook een zelfstandige een behoorlijk pensioen kan genieten en een menswaardig bestaan kan leiden? Zoals de heer Hanin terecht heeft gezegd, stellen wij op onze zitdagen vast dat de ambachtslieden en de kleine handelaars die de leeftijd hebben bereikt van 60 à 65 jaar, dikwijls de armen zijn in onze maatschappij van nu.

Mijn tweede punt betreft — het figureert eveneens in de regeringsverklaring — het operationeel maken van het participatiefonds. Wij hebben dit fonds opgericht door de wet van 4 augustus 1978. Het is u bekend dat in de KMO-bedrijven het eigen risicodragend kapitaal dagelijks nog vermindert in verhouding tot het ontleende kapitaal. De gemiddelde verhouding in deze sector is op het ogenblik als volgt. Bij 100 frank kapitaal in de onderneming, is er 62 frank ontleend, en slechts 38 frank eigen kapitaal. Dit is een ongezonde en onhoudbare verhouding. Handboeken over economie leren dat de verhouding moet zijn 1/1, in uitzonderlijke gevallen 0,75/1. De last van de ontleende bedragen, nu nog verzwaaard met een rentevoet van 18 pct., drijft vele van deze bedrijven regelrecht naar het faillissement.

De anticrisiswet geeft u het apparaat om dit te doen. De nodige koninklijke besluiten moeten worden uitgevaardigd, want met de Nationale Kas voor Beroepskrediet bestaat reeds de instelling. Wij vragen u uitdrukkelijk rekening te houden met de specifieke structuren en beleidswijze van een KMO.

Daarom dienen de administratieve formaliteiten ter zake en de controle tot een efficiënt minimum herleid te worden. Het is voor het dagelijks beheer niet noodzakelijk de raad van beheer onder de voegdij van de administratie te plaatsen. Het is de zekerste manier om dit nuttig instrument opnieuw waardeloos te maken. Er zijn andere en meer efficiënte vormen van controle.

Mijn derde punt betreft de toegang tot de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek voor de KMO. Er bestaat een Instelling voor Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw, en de Dienst voor prototypes. U zult zeggen dat ik mij in dat verband tot de minister van Economische Zaken moet richten. Ik zal dat doen, en ik heb het reeds gedaan. Aangezien u verantwoordelijk bent voor het KMO-beleid in zijn geheel en in zijn coördinatie, vraag ik u, Mijnheer de Minister, daarvoor bijzondere aandacht te hebben.

Ik zal een voorbeeld geven van een zeer dynamisch KMO uit mijn arrondissement, *mieux vaut un petit exemple qu'un grand discours*. Dit bedrijf kwam op de creatieve gedachte om de dierlijke warmte van melk, dat van 35 graden moet worden afgekoeld naar 4 graden, te recupereren en aan te wenden voor stalverwarming en verlichting van gebouwen op ver afgelegen landelijke gebieden ingeplant. Men kan daarover denken wat men wil, maar men smeekt in dit land om creativiteit, inventiviteit, zin voor risico en vernieuwing. Het was in elk geval een idee. Ik zal geen voorlezing geven van de eerder ridiculiserende brief die de betrokkene daaromtrent heeft gekregen. Deze man heeft zich gewend tot de Dienst voor prototypes met hetzelfde resultaat. Met de bekende Westvlaamse koppigheid, heeft hij zijn gelijk willen bewijzen. Hij heeft 6 miljoen geïnvesteerd. Hij heeft het systeem op de markt gebracht en het werd operationeel.

Toen opnieuw een beroep werd gedaan op de Dienst voor prototypes kreeg men het laconieke antwoord dat aangezien de uitvinding in produktie werd gebracht het geen prototype meer is en niet in aanmerking voor subsidies kan komen. Dit ter illustratie van hetgeen mijn voorgangers hier hebben gezegd. Het is een absolute noodzaak dat de KMO speciale toegang tot deze diensten krijgen. Zij beschikken over belangrijke bedragen. De begroting van het IWONL belooft 2,5 miljard frank.

Het laatste punt dat ik wil aansnijden betreft de aanmoediging van jongeren om zich als zelfstandige te vestigen. Dit was in diverse regeringsakkoorden ingeschreven. Er werden ter zake inspanningen gedaan. Het is u bekend, Mijnheer de Minister, dat we via beroepsopleiding en -volmaking op technisch gebied en wat het bedrijfsbeleid aangaat trachten de jongeren te helpen. Maar wanneer zij zich willen vestigen, hebben zij te kampen met een hele reeks moeilijkheden. Zij werden reeds opgesomd door collega Capoen en ik ga volledig met hem akkoord. Il wil toch de nadruk leggen op twee specifieke problemen. Een eerste moeilijkheid heeft betrekking op de ruimtelijke ordening wanneer zij zich willen vestigen. Zij worden uit de dorps- en

stedelijke kernen verdreven. Als gevolg van acties van een aantal milieugroepen zijn de vestigingsnormen zeer streng. Zij hebben ook niet de financiële middelen om zich op industrieterreinen te vestigen waar de voorwaarden zeer zwaar zijn. Ambachtelijke zones vinden wij zeer sporadisch of helemaal niet. Een bouwvergunning of vestigingsvergunning enerzijds en de uitbatingsvergunning anderzijds moeten door twee verschillende instanties worden afgeleverd. Dit heeft een lijdensweg tot gevolg omdat die diensten elkaar geregeld tegenspreken. Wij zouden in dit verband nog veel sterkere verhalen kunnen aanhalen.

Er zijn ook de nijpende financieringsproblemen voor de jongeren die zich vestigen. Wij willen u, evenals uw collega die de economische expansie in zijn bevoegdheid heeft, feliciteren voor de inspanningen die werden gedaan voor de jongeren wat betreft de financiële steun inzake rentevermindering en kapitaalpremie met de gunstige voorwaarden voor jongeren minder dan vijftiendertig jaar.

U weet dat de Nationale Kas voor Beroepskrediet op het ogenblik te kampen heeft met een tekort aan liquiditeiten. Een gelijkaardige instelling, de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid heeft in het buitenland geleend. Voor de Nationale Kas is dit veel moeilijker wegens de wisselrisico's waartegen ze niet verzekerd is in tegenstelling met de NMKN. Een collega in de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft ter zake een voorstel van wet ingediend.

Indien de toestand op de kapitaalmarkt niet verandert, zou moeten worden onderzocht of ook de NKBK niet tegen wisselrisico's zou kunnen worden verzekerd. Zij zou dan *in extremis* — hoezeer wij dergelijk procédé betreuren, maar men moet twee kwalen kiezen — ook in het buitenland kunnen ontfangen.

In het verleden werden een aantal maatregelen voor de jongeren in het vooruitzicht gesteld. Wij herinneren ons de zo triomfantelijk aangekondigde startpremie van zestigduizend frank voor jongeren. Nu nog ontvangen wij op onze zitdagen heel wat mensen die vragen wanneer dit uiteindelijk zal geschieden. Het zou een zeer grote psychologische stimulans zijn en geen enorme uitgaven meebrengen.

Wat is er geworden van het voorstel van wet inzake vóórvestigings sparen? Een dergelijke initiatief in Nederland heeft een goede beurt gemaakt. Waarom is het Waarborgfonds voor jongeren niet soepeler en vooral niet minder kostelijk? Het blijft een zware uitgave voor de jonge kredietnemer.

Bij mijn weten lijdt dit Waarborgfonds in elk geval geen verliezen bij de risico's die het neemt bij investeringen voor zelfstandigen. De cijfers zijn u voldoende bekend.

Mijnheer de Minister, uw opdracht voor de zelfstandigen is veelomvattend, uw middelen zijn gering en de inhoud van uw beleid ligt versnipperd over veel departementen. Maar van twee zaken één: ofwel laat men u toe in deze materie een coördinerende en stimulerende rol te spelen; ofwel erkent men dat een efficiënt middenstandsbeleid in deze structuur niet mogelijk is. Gij hebt in het regeerakkoord een prachtig programma ingevoerd — wij hebben dat reeds onderstreept — en wij willen u met alle krachten steunen om althans een deel ervan tot een goed einde te brengen, want het is de moeite waard. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer van Waterschoot.

De heer van Waterschoot. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, het onderwerp KMO geniet sedert een aantal jaren een groeiende belangstelling, zowel in ons land als in de andere Europese landen, de Verenigde Staten, de ontwikkelingswereld en *last but not least* in de universitaire faculteiten, wat nog een vrij nieuw verschijnsel is, vermits men aan de universiteiten vrij lang — misschien een beetje snobistisch — reticent heeft gestaan tegenover de KMO. Zulks is nochtans een belangrijke en gelukkige evolutie, want nu nog, niettegenstaande de grote belangstelling voor de KMO, is er op het gebied van wetenschappelijk onderzoek, zowel technisch als economisch, nog heel wat te doen. Ik geef een voorbeeld, het mooie citaat van collega Windels indachtig dat een voorbeeld beter is dan een grote redevoering.

De juiste rol van de KMO in het scheppen en behouden van arbeidsplaatsen waar de jongste twee à drie jaar zoveel over wordt gesproken, omdat men erkent dat alles bij elkaar de KMO, vooral dan in de dienstensector, beter weerstand hebben geboden tegen de crisis en zelfs nog enige aan groei van tewerkstelling hebben gekend. Het is een feit dat men daar vrij globaal over praat en dit verschijnsel nog wetenschappelijk verder moet worden uitgediept. Hetzelfde zou men kunnen zeggen over andere onderwerpen, bijvoorbeeld de juiste evaluatie, zowel economisch als pedagogisch, van het middenstandsonderwijs en de middenstandsopleiding.

Deze belangstelling voor de KMO als economische factor is feitelijk gegroeid op tien à vijftien jaar tijd. Er is vandaag herhaaldelijk bevestigd welke de belangrijke kenmerken zijn waarop deze erken-

ning gevestigd is en die ik niet hoeft te herhalen, zoals: de KMO zijn de smeerolie van de markteconomie, ze zijn onmisbaar voor de concurrentie, ze zijn een element van dynamisme en soepelheid, ze zorgen voor de aanvoer van nieuwe ondernemers en ondernemingen, waarbij men nog kan voegen de waarde van kleinschaligheid voor de kwaliteit van het leven, die in onze tijd danig wordt nagestreefd.

Wellicht is een nieuw element, dat de spits technologieën die zich aan de horizon vertonen en die zich de eerste tien à twintig jaar zullen doorzetten, onder meer de micro-elektronica, waarschijnlijk nog de kleinschaligheid in de hand zullen werken en de mogelijkheden van de KMO zullen versterken wanneer zij deze mogelijkheden tijdig onderkennen en weten eigen te maken.

Na het verdwijnen van de huisnijverheid in de 19e eeuw kan men zich voorstellen dat wij tegen het einde van deze eeuw gaan naar vormen van huisservice, tertiaire dienstensectoren, die thuis kunnen worden uitgevoerd. Dit kan trouwens ook een nieuw element vormen voor de administraties in het openbaar ambt.

Maar — er is vanmiddag herhaaldelijk op gewezen — deze vijftien jaar oude waardering voor de KMO is dikwijls lippendienst, omdat men niet voldoende rekening houdt met de specifieke en karakteristieke elementen van deze bedrijfs- en produktievorm. Zo zijn er, op zichzelf neutrale overheidsmaatregelen, die toch supplementaire handicaps vormen voor het middenstandsbijz. Ik neem bijvoorbeeld de reeds zolang gekritiekte vormen van aanbesteding. Men sprak ook over de sociale lasten, die evident meer drukken op arbeidsintensieve ondernemingen, de eigen financiële verantwoordelijkheid, die groter is en de juridische bescherming die veel zwakker is, het probleem van de opvolging dat nog steeds niet geregeld is, de moeilijke doorbraak naar het wetenschappelijk onderzoek en nog vele andere. Bijzonder mag worden vernoemd de bureaucratische druk die herhaaldelijk wordt besproken maar zo moeilijk kan worden bestreden. Zelfs de wet van 4 augustus 1978, de anticrisiswet, die een zo belangrijk middenstands- of KMO-kapittel bevat, is in haar uitvoering op verschillende punten vastgelopen in de verkalking van de bureaucratie.

Daarbij komt dat het fiscaal-economisch klimaat in ons land, niet waar, Mijnheer Hanin, zeer ongunstig is. Wij moeten dit zeggen en telkens weer onderstrepen, zodat men het op de duur wel zal geloven. De KMO lijden daar erg onder, omdat zij zeer gevoelig zijn voor de exogene omstandigheden. Bovendien hebben ze ook behoefte aan endogene gunstige omstandigheden waaronder het goede management en de goede opleiding waarover de heer Windels heeft gesproken, een voornaam onderdeel is.

We mogen fier zijn op het net van middenstandsonderwijs dat in ons land werd uitgebouwd. De minister moet worden aangemoedigd opdat onder druk van de financiële dosering van de volgende maanden en jaren het fundamentele instrument van zekerheid van de opleiding van de KMO, namelijk een goede opleiding van de bedrijfsleiders, niet in het gedrang zou worden gebracht, maar prioritair zou worden beschermd.

Mijnheer de Minister, wij willen ons beperken tot een belangrijk punt van de KMO-politiek, namelijk de exportbevordering waar ongetwijfeld nog veel te doen is. U zult natuurlijk opmerken dat uw collega van Buitenlandse Handel hier meer bevoegd is dan u. Ik sluit mij dan aan bij vorige sprekers die erop gewezen hebben dat, wanneer wij geloven in een globaal middenstandsbeleid, u als minister van Middenstand de coördinator, de centrale denker, de ombudsman van de middenstandsproblematiek blijft.

Het economisch belang van de uitvoer voor de Belgische welvaart dient niet meer beklemtoond te worden, ook al is het binnenlands verbruik sinds enkele jaren relatief in belang gestegen. Het binnenlands verbruik is op het ogenblik zelf minstens zo belangrijk als de export. Dit neemt echter niet weg dat de export een fundamentele noodzaak blijft voor ons. Het baart dan ook zorgen wanneer wij zien dat onze handelsbalans sinds enkele jaren zo deficitair is geworden. Dit deficit bedroeg in 1979 reeds meer dan 120 miljard. De energierekening had hierin een zeer groot aandeel. De olierekening bedroeg in 1978 reeds 135 miljard, in 1979 180 miljard en ze dreigt in 1980 boven de 200 miljard uit te lopen, dit voor een zelfde volume aardolie en afgeleide producten.

Ondanks het feit dat België met een export van 170 000 F per hoofd, zoals Zijne Majesteit het vorige vrijdag aanstipte, een wereld-recordhouder inzake export blijft, is het evident dat wij de inspanningen voor de export moeten verhogen en nog meer producten op buitenlandse markten moeten verkopen.

De systematische inschakeling van de KMO is hiervoor een uitzonderlijk belangrijk strategisch instrument en is bij machte het belangrijk handelsdeficit weg te nemen. In Nederland kwam men onlangs tot dezelfde conclusies tijdens een studiedag die in april door de Middenstandsbank te Rotterdam werd gehouden, namelijk dat het land nog beschikt over een belangrijk reservoir voor de export: het op-

voeren van het aandeel van de KMO. Enkele jaren terug, in 1977, organiseerde de toenmalige minister van Buitenlandse Handel, de heer Toussaint, te Namen eveneens een studiedag over de exportproblemen. Tijdens deze studiedag kwam ook het belang van de KMO voor de export aan zijn trekken.

Op de studiedag in Nederland was er een consensus over het feit dat zowel de overheid als de overkoepelende bedrijfsorganisaties de opdracht hebben om het bedrijfsleven in het algemeen en de KMO in het bijzonder te doorringen van het belang van de uitvoer en van de penetratie op de buitenlandse markten.

In grote landen zoals de Verenigde Staten, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk wordt eveneens zeer actief gewerkt om de KMO-export te vergroten. Ook voor ons land is er hier nog een belangrijk reservoir. Er bestaan geen behoorlijke cijfers om het uitvoervolume van de KMO te meten. Er zijn wel enkele ramingen, die ik niet durf geven, omdat zij weinig betrouwbaar zijn. De meest secure cijfers hierover zijn deze van professor Gläser van de universiteiten van Namen en Brussel op de Staten-Generaal te Namen in 1977. Uit die gegevens blijkt dat de KMO voor goed één derde tussenkomen in de Belgische produktie, terwijl hun aandeel in de export veel lager ligt en vermoedelijk maar 10 à 15 pct. bedraagt. Dit bewijst dus dat de KMO een belangrijk potentieel voor de export betekenen, indien zij het gemiddelde exportvolume van het land geleidelijk benaderen.

Mijnheer de Minister, er moet mij iets van het hart. Wat ik wil zeggen is uiteraard niet tegen u gericht, maar wel tegen de inertie van de politiek. In de politiek leven wij met papieren tijgers of met de winkeldochters van de regeringsverklaringen. Steeds vindt men dezelfde uitdrukkingen terug, die een vlijtige kabinetsman als het ware schijnt af te schrijven voor een vorige regeringsverklaring. Het bevoorwaarden van de export van de KMO staat ook elke keer in de regeringsverklaring. Zoals gezegd blijft er ongetwijfeld nog heel wat te doen. Er werden reeds lofwaardige pogingen ondernomen. Het ontbreekt ook niet aan bepaalde initiatieven. Onder meer de regionale diensten van de BDBH hebben ongetwijfeld in sommige streken flinke resultaten behaald. In West-Vlaanderen, Mijnheer de Minister, uw eigen provincie, werden wel de beste behaald. Dat hangt enerzijds af van de mensen en anderzijds waarschijnlijk ook van de markt die men bestrijkt. Vergeleken bij andere provincies, beschikt West-Vlaanderen in hogere mate over een KMO-economie.

Volgens mij is dit instrument op zichzelf niet voldoende. Men zou moeten verder gaan. Hier schuilt een opdracht voor de minister van Middenstand om in overleg met zijn collega van Buitenlandse Handel en met de bedrijfsorganisaties een nieuwe elan te geven aan de export van de KMO. Deze opdracht houdt weinig financiële implicaties in; het is veel meer een kwestie van informatie en doorstroming. Via bemiddelaars moet men komen tot goede formules van samenwerking. De expansie van de KMO en het expansiedynamisme van de Belgische economie zouden ermee gediend zijn. Deze politiek zou tevens bijdragen tot de economische groei die voor ons land zo broodnodig is.

In de regeringsverklaring, Mijnheer de Minister, zijn nog andere papieren tijgers. Vele daarvan werden reeds opgesomd. U hebt weliswaar veel werk, maar wij betrouwen erop dat u nieuw leven zult inblazen in sommige door herhaling met sleet bedreigde objectieven van het KMO-beleid. Ik hoop dat u een oplossing zult vinden voor de administratieve rompslomp, de kwestie van de sociale lasten en het sociaal statuut dat hier uitdrukkelijk werd besproken. Dat zal trouwens uw grote politieke *challenge* worden. Ik denk ook aan het ontwerp op de éénmansvennootschap dat al zo lang slaapt, de nieuwe middelen voor de toegang tot het wetenschappelijk onderzoek en enkele andere. Men zou zo een rijtje van vijf of zes objectieven kunnen vormen die door iedereen als belangrijk worden erkend en in iedere regeringsverklaring terugkomen. Men zou echter voor deze objectieven tot doorbraken moeten komen.

Men stelt vast en betreurt dat uw bevoegdheidsgebied geslonken en verkleind is, maar dat ook kan stimulerend zijn. *Small is beautiful*. Ik wens van harte dat dit samendrukken van bevoegdheden de voorbode mag zijn van enkele selectieve belangrijke realisaties. (Applaus op de banken van de meerderheid.)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Lavens.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, waarde collega's, ik stel er prijs op de leden van de Senaat die in deze bespreking het woord hebben gevoerd, te danken voor de talrijke constructieve suggesties en de aanmoediging die in hun betoog weerklonk. Ik stel vast dat tijdens de vergadering van deze afdeling het aantal aanwezige leden gedurende de hele namiddag op een behoorlijk hoog peil lag, vergeleken bij het aantal vaste leden van deze afdeling.

Ik zal beginnen met een van de problemen waarover ongeveer iedereen het heeft gehad, zij het soms maar verwijzend naar uiteenzettingen van andere collega's, namelijk het sociale statuut van de zelfstandigen.

Het departement van Middenstand werd van heel wat van zijn bevoegdheden ontlast in het raam van de regionalisering en de communautarisering van ons land.

De heer Capoen sprak over een versnippering van bevoegdheden maar moet toch de consequenties aanvaarden van wat men wil. Ik meen dat ook in zijn partij de uitdrukkelijke wil bestaat om tot een staatshervorming over te gaan. Dit brengt wellicht mee dat heel wat bevoegdheidsterreinen naar de gewesten of de gemeenschappen gaan. Dit brengt wellicht ook wat onduidelijkheid mee en kan verwarring brengen in verband met de bevoegdheidsverdeling en de plaats waar men moet zijn om bepaalde dossiers te laten afhandelen. Deze moeilijkheden zijn echter van voorbijgaande aard.

Deze operatie van regionalisering en communautarisering laat één groot probleem onder de bevoegdheid van de minister van Middenstand, namelijk het sociaal statuut van de zelfstandigen.

M. Gillet a relu à plusieurs reprises une phrase, peut-être pas la plus heureuse, de la déclaration gouvernementale. M. Hanin s'est également étonné de cette formulation. Puis-je vous renvoyer à des auteurs moins suspects ayant écrit sur le même problème?

Voici trois lignes du communiqué de presse du 4 juin émanant du Front commun des Classes moyennes des travailleurs indépendants: «4° ... Enfin, l'alignement de la pension des indépendants sur le minimum garanti doit se réaliser non à charge du régime des indépendants, mais par recours à celui du revenu garanti.»

Peut-être cette expression est-elle plus heureuse et de nature à déplaire un peu moins? Ce que déclare le Front commun est identique à ce qui est dit dans la déclaration gouvernementale.

M. R. Gillet. — Vous n'allez quand même pas dire à cette tribune que cette phrase de la déclaration gouvernementale est une réponse favorable à la revendication du Front commun des Classes moyennes? Il y a un monde d'écart!

Je vous ai posé une question à laquelle vous ne m'avez pas répondu.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je viens de commencer mon exposé et vous m'interrompez déjà. Comment voulez-vous que je vous réponde?

M. R. Gillet. — Comme vous passiez à une autre langue, je croyais que vous en aviez terminé.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je viens à peine d'entamer la question du statut social.

M. R. Gillet. — Excusez-moi, Monsieur le Ministre. Je vous écoute donc.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — Je tiens à vous dire que tout le monde est intéressé par le problème de savoir qui va payer l'augmentation de la pension des indépendants. Puisque l'on promet une augmentation du revenu garanti aux personnes âgées, il nous paraît évident que la pension des indépendants doit, pour le moins, suivre cette augmentation. Dans son communiqué de presse, le Front commun des indépendants déclare qu'en tout état de cause, le financement de cette partie de la pension des indépendants ne peut être mis à charge du régime des indépendants eux-mêmes, mais doit être payé par la collectivité.

Par ailleurs, le gouvernement promet, dans la limite de ses possibilités budgétaires, de prendre en charge une partie de la pension des indépendants. Si telle n'était pas son intention, il se serait abstenu d'une pareille déclaration.

Je crois, d'autre part, qu'il existe une corrélation certaine entre le texte du gouvernement et celui du front commun.

Heel wat sprekers hebben het gehad over een grondige hervorming. Ik vraag mij af wat dat precies betekent. De heren Gillet, Hanin en Windels hebben gesproken over een proportioneel pensioen, een pensioen dat in verhouding zou staan tot de bijdrage. De heer Hanin heeft de voorzorg genomen te zeggen dat dit systeem vandaag moeilijk kan worden ingevoerd en wij de bescheiden middelen waarover wij beschikken eerst moeten aanwenden om de situatie van de minstbedeelden te verbeteren, maar toch blijft hij voorstander van dit systeem.

Veel ideeën komen sympatiek over, ook het idee dat sommigen een hoger pensioen zouden krijgen dan vandaag het geval is, want nie-

mand zou een kleiner pensioen ontvangen. De heer Gillet heeft getracht het evenwicht te herstellen door erop te wijzen dat sommigen een kleiner pensioen zouden ontvangen ten laste van het eigen pensioenstelsel en een grotere aanvulling ten laste van het regime van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Ik zeg u van meetaf dat ik de beslissing betreurd heb, bijna vijftien-twintig jaar geleden, om in het pensioenstelsel van de werknemers af te stappen van het forfaitair regime en over te gaan naar een regime van proportionele pensioenen. Ik ben er altijd voorstander van geweest dat, wie meer verdient daarom niet meer pensioen moet krijgen maar wel wat meer mag bijdragen in de solidariteit. Voor de zelfstandigen ben ik dezelfde mening toegedaan, des te meer daar wij in de huidige omstandigheden niet over de nodige middelen beschikken.

Hoe ziet de financiële situatie van het sociaal statuut van de zelfstandigen eruit? De zelfstandigen betalen per jaar iets meer dan 30 miljard aan bijdragen voor de sectoren van de kinderbijslagen, het pensioen en de ziekteverzekering voor grote risico's en arbeidsongeschiktheid samen. De bijdrage van de Staat voor de drie sectoren samen belooft 25 à 26 miljard. Van de jaarlijkse bijdrage van 30 miljard gaat 15 miljard naar de sector van de pensioenen en daar legt de Staat bijna 16 miljard bij. U kunt dit nagaan in de begroting voor Pensioenen. Wat wij nu aan pensioenen voor zelfstandigen betalen, komt dus reeds voor de helft uit de Schatkist. Tegenover deze bijdrage van 30 miljard staat een jaarlijks deficit van bijna 6 miljard dat nog stijgt onder meer wegens de toenemende rentelast op de schulden. In de sector van de pensioenen belooft het deficit 2,5 miljard per jaar, niettegenstaande de belangrijke staatsbijdrage. In de sector van de ziekteverzekering hebben wij een tekort van ruim 1 miljard, of een gecumuleerd deficit van 3,5 miljard. Dit jaar zullen wij bijna 2,5 miljard betalen aan interesten op de schuld van 23 miljard, die op het einde van dit jaar zal oplopen tot minimum 28 miljard.

Terloops wil ik aan de heer Capoen zeggen dat ik hem de lange lijst van instellingen kan geven waar wij het geld hebben geleend. Het is een zeer gevarieerde lijst met zowel officiële instellingen, pensioenkassen waar wij nog reserves hadden, en andere instellingen van die aard, spaarkassen, privé- en openbare, banken enzovoort. Wij hebben een zeer grote spreiding moeten maken om het geld bijeen te krijgen voor de financiering van het tekort. Wij zouden meer dan 6 miljard per jaar meer moeten hebben, alleen maar om het structureel tekort, verhoogd met de interestlasten, op te vullen. Er blijft dan nog een schuld van 28 miljard op het einde van dit jaar. In de regeringsverklaring staat dat de regering de middelen zal zoeken om deze schuldenlast progressief op te vangen. Zes miljard meer bijdragen tegenover 30 miljard bijdragen die nu worden betaald betekenen 20 pct. Acht u het mogelijk dat wij de bijdragen van de zelfstandigen met 20 pct. verhogen ten einde het deficit weg te werken? Ik laat het antwoord aan u over. Acht u het denkbaar dat wij deze 6 miljard nog van de Staat krijgen, rekening houdend met de budgettaire problemen waarmee wij te kampen hebben en met de grote bereidwilligheid die de regeringen in het verleden aan de dag hebben gelegd, met uw instemming via de begroting, om het sociale statuut van de zelfstandigen te verbeteren?

M. R. Gillet. — On peut vous répondre, Monsieur le Ministre, qu'on souhaite que quelque chose soit mis un jour à l'étude. Il existait une commission d'harmonisation des pensions.

M. Lavens, Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes. — M. Hanin a notamment parlé d'une pension nationale, égale pour tous, à compléter suivant certains critères. C'est un système que je défends depuis toujours et qui se justifie de plus en plus, compte tenu des mutations des groupes économiques et sociaux. Il est évidemment absurde d'avoir un régime de pension spécialement applicable aux gens qui exerçaient des professions artisanales qui n'existent plus; ce n'est heureusement pas le cas chez nous.

Het zou absurd zijn een afzonderlijk stelsel te maken voor de landbouwers. U zal misschien denken dat de minister van Landbouw aan het woord is, maar sommigen zijn daar voorstander van, Mijnheer Gillet, u maakt een instemmend gebaar, u hebt toch ook de artikelen gelezen die in bepaalde middenstandsbladen zijn verschenen en die op dat punt de nadruk leggen. Wanneer wij op die wijze aan het pensioenstelsel gaan raken, moeten wij toch nadenken over wat de basisstructuur van onze samenleving is of zou moeten zijn. Wij hebben zodanig veel — u zult dat niet toejuichen — gecollectiviseerd, dat wij op de duur de persoonlijke verantwoordelijkheden en de familiebindingen zijn vergeten. Het principe is dat zoals de ouders zorgen voor hun kinderen zolang deze niet op eigen benen kunnen staan, de kinderen zorgen voor hun ouders die niet meer voor zichzelf kunnen zorgen. Dit is in een normale samenleving de gewone werkwijze. Wij hebben dit willen verzekeren en collectiviseren. Laten wij echter niet te ver gaan.

Aan diegenen die beweren dat de landbouwers verantwoordelijk zijn voor het deficit in de sector van de pensioenen van de zelfstandigen, geef ik de raad na te gaan hoeveel bijdragen de kinderen van landbouwers betalen in andere regimes die ze aldus rechthouden. Dit onderzoek is niet zo moeilijk. Mocht men ermee akkoord gaan dat de kinderen van de landbouwers voortaan alleen hun pensioenbijdrage zouden betalen aan de pensioenkas voor gewezen landbouwers, dan zou het een rijkgepulde kas, om niet te zeggen de best gevulde kas van het land zijn.

Wij hebben het op een andere wijze georganiseerd en te veel in categorieën en groepen gedacht, wat grote moeilijkheden heeft meegebracht. Ik ben voorstander van een nationaal basispensioen dat door de gemeenschap in haar geheel solidair zou worden gedragen.

Men spreekt naar mijn gevoel te veel van *back service*. Ik had zelfs de indruk dat de heer Gillet *back service* en schuldenlast verwacht.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, wij zouden beter moeten onderzoeken wat *back service* eigenlijk is. Het is een last van het verleden die alleen maar bestaat wanneer het gaat over een pensioenregime van kapitalisering. Bij de aanvang van het pensioenregime van de loontrekkenden was de kapitalisering verklaarbaar. Men heeft een soort *back service* ten laste van de Staat moeten invoeren. Het pensioenregime van de zelfstandigen is echter een zuiver repartitiestelsel. We betalen vandaag aan de gepensioneerden wat we vandaag aan bijdragen ontvangen. Het probleem is niet wat in het verleden is gebeurd, maar wel de verhouding tussen gepensioneerden en actieven. Er zijn natuurlijk de gevolgen van een dubbele evolutie. In de eerste plaats is er voor het geheel van onze bevolking een veroudering ingetreden, met als gevolg een onevenwicht tussen de groep van de gepensioneerden en de groep van de actieven. De mensen leven langer, wat een gelukkig verschijnsel is, en de kinderen gaan ook langer naar school. Het aantal geboorten is afgenomen. Dat is een demografisch verschijnsel dat we niet kunnen loochenen. Het geldt voor de hele bevolking.

Sedert maanden wordt aangekondigd dat tegen het einde van volgend jaar zware financiële problemen zullen rijzen voor het pensioen van de werknemers.

Voor de zelfstandigen moeten we er bovendien rekening mee houden dat door sociaal-economische omstandigheden het aantal zelfstandigen tegenover de totale actieve bevolking gedurende de jongste jaren is verminderd. Hierdoor wordt de toestand van het pensioenregime der zelfstandigen nog moeilijker.

Men kan met demagogische ingesteldheid, met tremolo's in de stem, praten over de sociale ongelijkheid tussen zelfstandigen enerzijds en loontrekkenden anderzijds. Ik herhaal wat ik ter zake reeds heb gezegd. Voor de drie sectoren waarvoor de zelfstandigen zijn verzekerd, namelijk ziekte, kinderbijslagen en pensioenen, worden in de sector van de loontrekkenden bijdragen betaald die ongeveer 30 pct. van het brutoloon bedragen. Slechts een klein gedeelte wordt begrensd. De zelfstandigen betalen 13,4 pct. op hun belastbaar inkomen, wat alle verhoudingen in acht genomen, lager is dan het brutoloon van de loontrekkenden. Hoe kunt u in deze omstandigheden vragen dat er gelijkheid wordt tot stand gebracht? Als er gelijkheid moet worden gerealiseerd voor bijvoorbeeld de kinderbijslagen, dan is er 5,5 miljard meer nodig. Mijnheer Capoen, vindt u echt dat wij 5,5 miljard bijdrage moeten laten betalen door de zelfstandigen om de kinderbijslag voor het eerste kind te brengen op het niveau van het eerste kind van de loontrekkenden? Ik betwijfel dat.

De heer Capoen. — Mijnheer de Minister, ik heb gepleit voor de afschaffing van alle discriminatie die is ontstaan juist door die indeling in groepen. Wij vragen een gelijke behandeling voor allen. Het is een kwestie van solidariteit. Ik pleit voor een globalisering van het hele systeem van sociale zekerheid.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Er moet dan gelijkgeschakeling zijn van alle takken van de sociale zekerheid.

Inzake de kinderbijslagen liggen de risico's niet zo ongelijk gespreid. Daar hebben de gevolgen van sociale mutaties minder invloed. Voor de ziekteverzekering zou er een aanzienlijke bijdrageverhoging nodig zijn om ze voor de zelfstandigen gelijk te maken aan die van de loontrekkenden. Daarvoor zou ongeveer 13 miljard per jaar meer nodig zijn. Dat is een aanzienlijk bedrag in verhouding tot hetgeen thans door de zelfstandigen wordt betaald.

Wij moeten en zullen — dat is toegezegd — de financiële situatie van het sociaal statuut van de zelfstandigen gezond maken zonder de ambitie te koesteren er een of ander belangrijk voordeel aan te koppelen. De heer Windels heeft precieze vragen gesteld omtrent de te

volgen procedure. Die gezondmaking kan niet anders gebeuren dan door een belangrijke verhoging van de bijdrage.

Op een vroegere bespreking gingen de zelfstandigen akkoord dat zij het structurele deficit voor eigen rekening zouden nemen en dat de schuldenlast door de Staat ten laste zou worden genomen. U kent de duidelijke maar nog niet-concrete formule die in de regeringsverklaring staat, namelijk het progressief opvangen van de schuldenlast uit het verleden. Het spreekt vanzelf dat een minister, verantwoordelijk voor het sociaal statuut, zou hebben verkozen dat in het akkoord wordt ingeschreven dat de Staat ieder jaar het stelsel ettelijke miljarden toelagen zou toesteken. U zult willen aanvaarden dat het in de huidige omstandigheden niet kon en dat een bespreking daarover maar kan worden gevoerd in het kader van een globale opvatting van de begrotingen van de volgende jaren.

De heer De Rore heeft gevraagd hoe het staat met de werkgroep-Allard. Ik wens hier van de gelegenheid gebruik te maken om hulde te brengen aan de heer Henri Allard die voorzitter was van de werkgroep die naar hem is genoemd — voor de uitwerking van het sociaal statuut der zelfstandigen in 1963. Hij is voor een paar maand overleden. Wij hadden veel hoop in hem gesteld omdat hij een uitzonderlijk goed onderhandelaar was en een man met gezag, ook in de kringen van de zelfstandigen, met begrip voor de problemen waarvoor de overheid staat, en iemand die in elk geval als een bindteken tussen de twee, in deze moeilijke operatie, ons bijzondere diensten had kunnen bewijzen.

De werkgroep-Allard is opnieuw samengesteld en opnieuw aan het werk gezet op 1 oktober van vorig jaar. U zult zich herinneren dat de toenmalige regering in haar begrotingswet — die nog altijd niet is aangenomen — ietwat eenzijdig een verhoging van de bijdragen had voorgesteld voor de sector van de ziekteverzekering. Ik ontsla mij niet van mijn verantwoordelijkheid door te spreken van eenzijdigheid. Het kon niet anders dan gelijklopend zijn met het regime van de loontrekkenden vermits wij daar in dezelfde situatie zitten. In die omstandigheden heeft de werkgroep beslist niet meer mee te praten over de zaak en zijn werkzaamheden opgeschort. Wij hopen eerstdaags opnieuw contact te kunnen nemen om te zien hoe wij tot een sanering kunnen komen.

In verband met die sanering is gesproken over een verhoging van de bijdragen en over een verhoging van de staatstoelagen.

Sommige sprekers hebben een hervorming gesuggereerd. Ik zie niet goed in hoe een hervorming één frank meer kan opbrengen. Elke hervorming moet immers de verworven rechten respecteren en nieuwe voordelen geven.

De vraag rijst of wij kunnen besnoeien of besparen op de uitgaven. Ik meen met grote duidelijkheid te mogen zeggen dat misbruiken in het regime van het sociaal statuut der zelfstandigen bijna onmogelijk zijn. Het systeem der kinderbijslagen biedt geen mogelijkheden tot misbruiken. Alles kan tot op de laatste eenheid met officiële attesten worden bevestigd. In het regime van de pensioenen is alles gebaseerd op officiële stukken. Niemand beweert dat er pensioenen zijn die ten onrechte worden uitgekeerd, tenzij bij vergissing. Men kan ermee akkoord gaan om te zeggen dat de pensioenwetgeving moet worden veranderd. Maar er zijn geen personen die een pensioen ontvangen zonder er recht op te hebben.

In de ziekteverzekering voor de zelfstandigen zijn alleen de grote risico's verzekerd. Ik meen niet dat iemand zich laat opereren of een van deze risico's ondergaat enkel en alleen om te profiteren van de ziekteverzekering voor zelfstandigen.

De vraag is of, indien wij willen besparen, dat wel anders mogelijk is dan door bepaalde voordelen te schrappen of door de voorwaarden tot het bekomen van een pensioen te verstrengen. Ik doe hier geen voorstel, ik stel alleen de vraag. Ik zie echter dat een van de oorzaken van het financieel tekort in de pensioensector is het feit dat van langsom meer zelfstandigen het pensioen aanvragen vóór de leeftijd van vijftig jaar, het vervroegd pensioen dus.

Ik vraag u en de werkgroep-Allard of er op dat stuk wijzigingen moeten worden aangebracht. Moeten wij bepalen dat de zelfstandigen voortaan geen pensioen meer kunnen krijgen, uiteraard mits vijf procent anticipatie per jaar, vóór de leeftijd van drieënzestig of desnoeds zelfs vijftig jaar? Ik zie heel wat hoofden "neen" knikken. Wij kunnen een kleine besparing doen met het kindergeld van vierhonderd frank voor het eerste kind af te schaffen. Maar dan zullen de hoofden in dezelfde richting bewegen. Het onderzoek naar de bestaansmiddelen met betrekking tot de pensioenen kan worden verscherpt. Ik heb echt niet de indruk dat dit alles op groot enthousiasme zal worden onthaald.

Mijn conclusie is dat het sociaal statuut dringend moet worden gesaneerd, maar dat dat bij de zelfstandigen pijn zal doen. Ik hoop dat de regering haar deel van de schuldenlast van het verleden in het

kader van de budgettaire besprekingen die straks zullen beginnen zal kunnen opnemen.

De heer Roland Gillet heeft een hele lijst van bewaren opgesomd. Hij behoort uiteraard tot de oppositie. Er is een tijd geweest dat één van zijn partijgenoten, maar toen behoorde de heer Gillet tot een andere partij, minister van Middenstand was. Toen kon hij alles op een andere manier voorstellen.

Wat de arbeidsplaatspremies betreft, is het juist dat, wie nog geen arbeider in dienst heeft, deze premie niet krijgt. Reeds geruime tijd zijn onderhandelingen aan de gang met onze collega van Tewerkstelling en Arbeid om te zien of geen oplossing kan worden gevonden. Een middenstander met één arbeider in dienst heeft echter verhoudingsgewijs meer voordeel van de arbeidsplaatspremies dan een bedrijf met honderd of tweehonderd arbeiders in dienst. Toen het systeem van de arbeidsplaatspremie besproken werd, werden de zelfstandigen erop dat de concurrentie zou worden scheefgetrokken wanneer een zelfstandige met één arbeider in dienst die er een tweede zou aannemen hiervoor 250 000 F premie zou krijgen. Daarom zoeken wij naar een ander systeem om de tewerkstelling te verhogen. Zo wordt gesproken over een startpremie van 60 000 F voor een beginnende zelfstandige, zoals de heer Windels terecht opmerkte. Er zijn andere formules denkbaar. Op het ogenblik zijn die nog niet van toepassing.

J'ai interrompu M. Gillet pour lui rappeler que la loi d'août 1978 permet l'assouplissement des conditions d'accès à la profession. Le 3 juin — tout récemment donc — six arrêtés royaux visant une série de professions ont été publiés au *Moniteur belge*.

De heer Capoen en anderen spraken over het wegnemen van administratieve remmen en over het vereenvoudigen van de administratieve formaliteiten.

De minister van Middenstand kreeg deze opdracht in 1975. Er werd een werkgroep samengesteld die zeer goed werk leverde en resultaten bereikte. De resultaten inzake *BTW-Listing* en andere punten zijn niet spectaculair. Er worden echter wel spectaculaire wijzigingen verwacht in de sector van de sociale documenten en voor de aangifte in de personenbelasting. Er zijn concrete voorstellen gedaan voor deze punten, meer bepaald voor de sociale documenten, maar tot op heden konden zij niet worden toegepast door de bevoegde minister.

De loontrekkenden moeten ook vaak ingewikkelde formulieren invullen, waarmee zij dan naar hun syndicaten gaan. Indien wij grote administratieve vereenvoudiging willen, moeten wij de mogelijkheid overwegen om eenvoudiger wetten te maken of om bestaande wetten te vereenvoudigen. Dit zou de eerste en de belangrijkste stap naar vereenvoudiging zijn.

In de voorgaande regering hadden wij bijna een circulaire voor de openbare besturen klaar betreffende een betere toegankelijkheid van de overheidsopdrachten voor de zelfstandigen. Dat is uitvoerig besproken in het Comité voor Overheidsopdrachten. De uitvoering hiervan zal mijns inziens positief zijn.

Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik ben voorstander van de éénmansvennootschap. Ik pleit reeds lang, van vóór ik ministeriële bevoegdheden had voor de Middenstand en zelfs van vóór de aanvang van mijn politieke loopbaan, voor een duidelijke scheiding tussen het ondernemingsvermogen van de zelfstandigen en hun persoonlijk patrimonium.

De PVBA is één van die vennootschapsvormen die het dichtst bij de familieonderneming liggen. Het is nog altijd een methode volgens welke men deze scheiding kan bereiken. Nog niet zoveel maanden geleden werd door onze collega de heer Verhaegen, in de Kamer, een wetsvoorstel ingediend dat intussen is aangenomen en waardoor het voortaan mogelijk is een PVBA op te richten met twee personen, die bovendien echtgenoten zijn. Het is niet meer nodig dat man en vrouw op zoek gaan naar een derde persoon om een PVBA op te richten. Wij kunnen het nog vereenvoudigen door een wettelijk statuut voor de éénmansvennootschap in het leven te roepen. Na de wijziging op de wetgeving inzake de PVBA, vraag ik mij af of het nog wel nodig is dit te doen en of wij dit wettelijk statuut dan in voorkomend geval niet moeten laten gepaard gaan met andere wettelijke beperkingen voor de zelfstandigen. Wij stellen immers vast dat zelfstandigen die gekozen hebben voor de PVBA na zeer korte tijd, wanneer de zaak groeit, een beroep doen op bankkrediet. Onmiddellijk ontstaat dan de breuk tussen het ondernemingsvermogen en het familievermogen, want de bank vraagt een hypothecaire inschrijving op het woonhuis, het particuliere eigendom of een persoonlijke borgstelling van familieleden van de ontleners. De vraag rijst bijgevolg of het nog wel zin heeft ons vennootschapsrecht verder te compliceren met een nieuwe vennootschapsvorm als het doel dat we nastreven in de werkelijkheid niet wordt bereikt, tenzij we er nieuwe, onaangename verbodsbepa-

lingen aan verbinden. Aangezien de Senaat erop aandringt, zal ik mijn collega van Justitie die hiervoor bevoegd is, vragen het werk voort te zetten waarmee onder zijn voorganger is begonnen.

Er is gesproken over het middenstandsverslag. Het is algemeen gunstig beoordeeld. Zoals in de Kamer, is ook hier gevraagd dat het meer beleidsopties zou vermelden. Het begin blijkt niet zo schuchter te zijn maar in het volgend verslag zullen we trachten meer beleids-elementen naar voor te schuiven. Ik wil bij deze gelegenheid eraan herinneren hoe moeilijk dat is, wegens de splitsing van heel wat bevoegdheden. Naast een regionale spreiding is er bovendien nog de spreiding van de normale regeringsactiviteiten. Voor zo'n verslag dient elke minister afzonderlijk dus een onderdeel van deze beleids-opties aan te brengen.

Wat het Participatiefonds betreft, hebben wij tijd verloren met allerlei contacten en besprekingen over de wijze waarop dit Fonds zou worden gevormd en hoe het zou werken. Het ontwerp van koninklijk besluit was klaar juist vóór de regeringscrisis. Wij hopen na een korte consultatie, ook van de gewestelijke executieven, zeer vlug dit besluit te kunnen publiceren.

De Nationale Kas voor Beroepskrediet heeft, zoals het merendeel van onze financiële instellingen, te kampen met een tekort aan werkingmiddelen.

Dat is algemeen bekend.

Wij hebben daarover met de vorige minister van Financiën en ook met mijn huidige collega van Financiën meer dan eens gesproken. Er zijn een aantal beperkte maatregelen genomen.

Ik weet niet of men zal toelaten dat ook in het buitenland wordt geleend. Dat is geen mirakeloplossing. Ik geloof dat grotere instellingen grotere operaties in een keer kunnen doen, en aldus ruimte scheppen op de binnenlandse kapitaalmarkt ten voordele van de nationale kas.

De toestand is enigszins verbeterd, al is hij nog niet zoals hij zou moeten zijn. Het is niet omdat bijvoorbeeld de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid een lening in het buitenland heeft kunnen afsluiten dat zij zo maar aan iedereen die dat aanvraagt, krediet kan toestaan.

Onder meer collega Windels heeft gesproken over het Waarborgfonds.

Ik heb geruime tijd geleden aan de verantwoordelijken van het Waarborgfonds gezegd dat men wat soepeler zou kunnen zijn.

De kosten zijn een strak element. Wie een beroep doet op het Waarborgfonds moet een bijdrage betalen. Vanavond zal de raad van beheer van de Nationale Kas voor Beroepskrediet en morgen het Comité van het Waarborgfonds dat onderzoeken. Ik hoop dat ze een positief advies uitbrengen over mijn voorstel om de bijdragen van jonge beginnende zelfstandigen, beneden de 35 jaar, op een drastische wijze te verminderen. Wij kunnen niet zeggen dat zij niets meer moeten betalen want de wet bepaalt dat er een bijdrage moet zijn. Wij kunnen wel stipuleren dat deze categorieën bijvoorbeeld worden vrijgesteld voor 95 pct. van de thans te betalen bijdrage. Wij zoeken in die richting en ik hoop dat het nog deze week van kracht zal kunnen worden.

Wij willen nog andere dingen doen voor beginnende zelfstandigen. Wij willen ze krediet op langere termijn geven, maar dat hangt niet meer van mijn departement af, dit behoort tot de geregionaliseerde materies. Voor het Waarborgfonds zijn wij wel nog voor een stuk mede verantwoordelijk.

Er is gesproken over de wet op de handelspraktijken, die aan herziening toe is. Wij hebben een ontwerp voorbereid, samen met de minister van Economische Zaken, want hij is daar in eerste instantie voor bevoegd. Het is voorgelegd aan de Hoge Raad van de Middenstand en aan de Hoge Raad voor het Verbruik.

M. Bataille a parlé du contrat d'apprentissage.

Beaucoup de jeunes recourent à cette formation avant d'accéder à une profession indépendante. Si l'on cite très souvent les quelques cas malheureux qui ont fait l'objet d'abus, il est cependant indéniable que nombre de jeunes apprentis ont acquis, par le stage de formation pratique, un sens plus développé de l'activité indépendante, de l'initiative qu'elle requiert ainsi que des relations avec la clientèle que les élèves sortant d'une école où ils n'ont reçu qu'une formation purement théorique. La formation sur le tas, cumulée avec une formation théorique plus large, est évidemment souhaitable.

Je dois cependant vous signaler, Monsieur Bataille, que tant la formation que l'apprentissage ne sont plus de la compétence du ministre des Classes moyennes.

De heer Van den Broeck heeft uitgebreid gesproken over het wetenschappelijk onderzoek en andere sprekers hebben daar aandacht

aan besteed. De commissie voor de Middenstand zou dit probleem moeten uitdiepen. Het blijft te veel bij de slogan dat het wetenschappelijk onderzoek beter moet worden afgestemd op de kleine en middelgrote ondernemingen en dat deze laatste gemakkelijker toegang moeten hebben tot het wetenschappelijk onderzoek.

Wat kunnen wij concreet doen? Ik heb een zekere ervaring inzake toegepast wetenschappelijk onderzoek in de sector van de landbouw, waar het sedert jaren op een vrij pragmatische wijze is gegroeid tot een instrument dat zeer concrete diensten bewijst aan deze sector van het economisch leven. Voor de middenstand is het uiteraard wat moeilijker, want wetenschappelijk onderzoek heeft vooral betrekking op de techniek en deze is niet dezelfde voor een bakker, voor een beenhouwer, voor een kleine ambachtsman of voor een kleine industrieel.

Wat kunnen wij doen en hoe moeten wij het aanpakken? Een terrein waar het wetenschappelijk onderzoek voor het geheel van de groep van de zelfstandigen een concrete vorm heeft gekregen en bijzonder nuttig is gebleken, is dat van de beheerstechnieken. Het beheer van een onderneming is inderdaad een wetenschap geworden, daar waar het vroeger grotendeels berustte op de intuïtie van de zelfstandigen.

Mijnheer van Waterschoot, u heeft gesproken over de bevordering van de export, een probleem waarvoor u uiteraard veel belangstelling hebt. Wij hebben daarover veel gelezen en het wordt telkens opgenomen in de regeringsverklaring, maar het komt er op aan precies te weten waar de moeilijkheden liggen. Waarover beklagen onze middenstanders zich? Ik kan mij voorstellen dat zij zich in een kleiner bedrijf niet de luxe kunnen veroorloven zelf permanent een vertegenwoordiger te hebben in Parijs, Londen, Rome of andere steden. Zij kunnen wel met de hulp van agenten de nodige contacten leggen, maar dit veronderstelt van onze zelfstandigen een inspanning die enkel door hen kan worden gedaan, en waarvoor zij geen beroep kunnen doen op de Staat.

Ik begrijp dat zij problemen hebben met het aanknopen van contacten en wat meer medewerking, voorlichting en steun verwachten van de handelsattachés bij onze ambassades. Als daar een probleem bestaat, kunnen wij daarop de aandacht vestigen van onze collega van Buitenlandse Zaken.

Eén van de problemen waarmee de zelfstandigen worden geconfronteerd wanneer zij willen uitvoeren, is het ontoereikend productievolumen om bepaalde markten volledig te kunnen bevoorraden. Hier rijst de vraag naar de samenwerking, het zich organiseren om te exporteren. Ik heb voorbeelden gekend van verschillende kleinere confectiebedrijven die zich hadden gespecialiseerd in verschillende sectoren waar zij vroeger steeds concurrenten waren, en die hun verkoop in verschillende landen samen organiseerden. Dit zijn zaken die mogelijk zijn, die bestaan, en waarvoor wij aangepaste vormen moeten vinden om ze te ondersteunen.

Er is gesproken over de financiële risico's bij de export. Is de Delcreditedienst voldoende toegankelijk voor de kleine ondernemingen? Ik zou graag, in plaats van ons te beperken tot de exportbevordering ten behoeve van de KMO, concrete maatregelen voorstellen om daadwerkelijk iets te doen voor de middenstanders. Het is mijn ervaring als minister van Landbouw dat wij met de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel een vlotte samenwerking tot stand hebben kunnen brengen. Wij richten geregeld promotiedagen in in de verschillende steden van Europa, samen met deze dienst, waar onze land- en tuinbouwproducten worden aanbevolen en contacten worden gelegd met afnemers. Als men iets doet voor de land- en tuinbouwers, dan moet het ook op die wijze voor de andere middenstanders kunnen worden georganiseerd. Wij vragen ons af wie de contacten moet leggen, hoe die moet gebeuren en of het kan worden gedaan voor elke tak van de ondernemingen. Wij zouden een *brainstorming* moeten hebben met enkele tientallen zelfstandigen voor wie het probleem zich voordoet. Wij moeten de basis consulteren.

Onze collega De Rore heeft gevraagd wat er moet gebeuren wanneer in de fiscale wetgeving het *splitting*-systeem wordt ingevoerd. Uiteraard zullen wij dan de bijdrageregeling moeten herzien. Dat is duidelijk.

Ik wil besluiten met de verschillende sprekers nogmaals te danken voor hun belangstelling. De heer van Waterschoot, als laatste spreker, heeft nogal hoogdravend — als ik dat voor mijn rekening moet nemen — gezegd dat de minister van Middenstand een denker moet zijn, of een ombudsman, wat ik al een betere uitdrukking vind. Wij zullen onze inspanningen blijven volhouden en, als het kan, opdrijven opdat het geheel van de problematiek van de middenstand, zoals vandaag in verschillende merkwaardige uiteenzettingen werd geschetst, een oplossing kan krijgen.

In deze veelzijdige opdracht, die ik in elk geval niet als een coördinatieopdracht zou willen bestempelen, zal ik mij gesteund weten

door wat hier vandaag én door de meerderheid én door de oppositie in verband met de middenstand is gezegd. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Seranno.

De heer De Seranno. — Mijnheer de Voorzitter, de minister heeft gewezen op de noodzaak ook overheidsopdrachten toegankelijk te maken voor zelfstandigen.

Ik ben zo vrij een opmerking te maken die wel hoofdzakelijk betrekking heeft op een bevoegdheid van zijn collega, de minister van Openbare Werken, maar waarbij zeer veel middelgrote ondernemingen zijn betrokken.

Het betreft het probleem van de vereiste klasse-erkenning van de aannemers die in de bouwsector overheidsopdrachten willen uitvoeren, meer bepaald in de sector van de sociale woningbouw.

De erkenning die wordt vereist is evenredig aan de kostprijsklasse van de toe te wijzen overheidsopdrachten. Die klassen zijn: eerste klasse tot 4 miljoen, tweede klasse 4 tot 7 miljoen, derde klasse tot 10 miljoen, vierde klasse tot 15 miljoen, vijfde klasse tot 30 miljoen, zesde klasse boven 30 miljoen, enz.

Voor de erkenning wordt, benevens de gemiddelde jaaromzet, ook rekening gehouden met het aantal werkrachten in het betrokken bedrijf. Dat is nu juist het probleem. Wegens de gestegen bouwkosten, ook in de sector van de sociale woningbouw, zijn de vereiste klasse-erkenningen niet meer evenredig met het aantal tewerkgestelden per bedrijf.

Ik geef u een concreet voorbeeld. Een middelgrote bouwonderneming die inschrijft voor een serie van 18 sociale woningen, kostprijs 32 miljoen, zou thuishoren in klasse 6 omdat het werken voor meer dan 30 miljoen frank betreft. Maar voor de erkenning in klasse 6 is benevens een minimale jaaromzet ook een bestendige tewerkstelling van 50 werkrachten noodzakelijk.

Hier is dus een distorsie ontstaan ten nadele van de middelgrote ondernemingen, waardoor de sector van sociale woningbouw binnenkort alleen nog wordt gereserveerd voor de grote bouwondernemingen. De middelgrote bedrijven in die sector dreigen te worden weggeveegd en ondervinden zeer grote moeilijkheden omdat sinds jaren deze klasse-indeling niet meer aangepast is aan de verhoogde kostprijs in de bouwsector.

Er werden mij de jongste maanden verschillende voorbeelden signaleerd van middelgrote ondernemingen, dikwijls familiale, die worden uitgesloten uit de sociale woningbouw door deze niet aangepaste klasse-indeling.

Mijnheer de Minister, ik verwacht op dit ogenblik geen antwoord, maar een interventie van uwwege bij uw collega van Openbare Werken.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Lavens.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, het probleem dat de heer De Seranno heeft behandeld, behoort tot de bevoegdheid van de minister van Openbare Werken. Vermits de begroting van Openbare Werken hier verleden week werd besproken, zal ik de bezwaren van de heer De Seranno met mijn collega Chabert bespreken.

Er dienen trouwens nog andere vragen in verband met de erkenning van de aannemers en de indeling in categorieën aan een nuttig onderzoek te worden onderworpen. Ik meen dat we dit op een bevredigende wijze moeten kunnen regelen.

De heer De Seranno. — Mijnheer de Minister, er is ook nog het probleem betreffende de buitenlandse concurrentie.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN HET
MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGRO-
TINGSJAAR 1980*Beraadslaging over de artikelen*

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget du ministère des Classes moyennes de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van het ministerie van Middenstand voor 1980.

Au tableau budgétaire, M. Humblet présente l'amendement que voici :

Titre I. — Dépenses courantes

Section 01. — Dépenses de cabinet

Art. 11.02. Traitements et indemnités du personnel du cabinet.

Ramener le crédit de 39,9 millions de francs à 38,6 millions de francs.

Réduction : 1,3 million de francs.

Titel I. — Lopende uitgaven

Sectie 01. — Kabinetsuitgaven

Art. 11.02. Jaarwedden en vergoedingen van het personeel van het kabinet.

Het krediet van 39,9 miljoen frank terug te brengen tot 38,6 miljoen frank.

Vermindering : 1,3 miljoen frank.

Cet amendement est-il appuyé? (*Plus de deux membres se lèvent.*)

L'amendement étant régulièrement appuyé, il fera partie de la discussion.

Het woord is aan de heer De Seranno.

De heer De Seranno. — Mijnheer de Voorzitter, zoals bij gelijkaardige amendementen ingediend op andere begrotingen zullen wij ook dit amendement niet steunen omdat ermee het gestelde doel niet wordt bereikt.

Wij nemen aan dat de Senaat gekant is tegen te grote kabinetten die trouwens de relatie met de administratie kunnen bemoeilijken. Wij zijn overtuigd dat de Senaat van oordeel is het niet aan de Staat behoort om privé-kabinetten te betalen. Anderzijds moeten wij er de indieners van de amendementen op wijzen dat, mocht het amendement worden aangenomen, het zou volstaan dat de betrokken minister meer ambtenaren in zijn kabinet zou opnemen en aldus vermijden dat deze jaarwedden zouden figureren in de begroting onder het artikel dat betrekking heeft op de kabinetsuitgaven.

Met het amendement zou derhalve het beoogde doel zeker niet worden bereikt.

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Lavens.

De heer Lavens, Minister van Landbouw en Middenstand. — Mijnheer de Voorzitter, de regering verzoekt de Senaat dit amendement niet goed te keuren.

M. le Président. — Quelqu'un demande-t-il encore la parole au sujet de cet amendement?

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (*Voir document n° 5-XIII-1 du Sénat, session 1979-1980 et documents n° 4-XIII-1 à 4 de la Chambre des représentants, session 1979-1980.*)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (*Zie stuk nr. 5-XIII-1 van de Senaat, zitting 1979-1980 en stukken nrs. 4-XIII-1 tot 4 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1979-1980.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

*Crédits pour les dépenses courantes (titre I)
et pour les dépenses de capital (titre II)*

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses du ministère des Classes moyennes afférentes à l'année budgétaire 1980 des crédits s'élevant aux montants ci-après (en millions de francs) :

	Crédits dissociés		
	Crédits non dissociés	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
TITRE I			
Dépenses courantes	5 126,8	—	—
TITRE II			
Dépenses de capital	7,1	—	—
Total	5 133,9	—	—

Ces crédits sont énumérés aux titres I et II du tableau annexé à la présente loi.

*Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)
en voor de kapitaaluitgaven (titel II)*

Artikel 1. Voor de uitgaven van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1980 worden kredieten geopend ten bedrage van (in miljoenen franken) :

	Gesplitste kredieten		
	Niet-gesplitste kredieten	Vastleggingskredieten	Ordonneringskredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven	5 126,8	—	—
TITEL II			
Kapitaaluitgaven	7,1	—	—
Totaal	5 133,9	—	—

Die kredieten worden opgesomd onder de titels I en II van de bij deze wet gevoegde tabel.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 5 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du département.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. In afwijking van artikel 15 van de wet op de inrichting van het Rekenhof van 29 oktober 1846, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 5 000 000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen van het departement verleend worden.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds successives dont il sera justifié ultérieurement, peuvent être consenties au comptable chargé de la liquidation des secours à caractère social.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter der te voorziene uitgaven en in afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen achtereenvolgende geldvoorschotten die later zullen verantwoord worden aan de rekenplichtige van de sociale dienst die belast is met de vereffening van de hulp gelden en toelagen van sociale aard, worden toegestaan.

Art. 4. Le paiement des allocations de naissance et des indemnités pour frais funéraires s'effectue conformément aux règles établies par l'article 23 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'Etat.

Art. 4. De betaling van de geboortetoelagen en van de vergoedingen wegens begrafeniskosten geschiedt volgens de regels vastgelegd door artikel 23 van de wet van 15 mei 1846 op de rijkscomptabiliteit.

Section particulière (titre IV)

Art. 5. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.01 de la section 31 du titre I du présent budget peut être réparti selon les besoins, par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés du même titre.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 5. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.01 van sectie 31 van titel I van deze begroting mag volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit.

Art. 6. Des dépenses relatives à des créances d'années budgétaires antérieures peuvent être imputées sur l'article 12.01 de la Section 31 du titre I du tableau annexé à la présente loi.

Art. 6. Op het artikel 12.01 van Sectie 31 van titel I van de bij deze wet gevoegde tabel mogen uitgaven aangerekend worden die betrekking hebben op schuldvorderingen van vorige begrotingsjaren.

Art. 7. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 28 400 000 francs pour les recettes et à 28 500 000 francs pour les dépenses.

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen, opgenomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 28 400 000 frank voor de ontvangsten en op 28 500 000 frank voor de uitgaven.

Art. 8. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds et comptes inscrits au titre IV du tableau annexé à la présente loi est indiqué en regard du numéro de l'article ou du littéra se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et les comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

Art. 8. Deze wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen en rekeningen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel of van de littera die betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten hebben gedaan, worden door het teken C aangeduid.

Dispositions particulières relatives aux crédits pour les matières personnalisables

Art. 9. Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut répartir le crédit sous l'article 01.01 de la section 61 du titre I — Dépenses courantes, entre les exécutifs des communautés et les ministres et secrétaires d'Etat ayant en charge la gestion des matières personnalisables.

Bijzondere bepalingen betreffende de kredieten voor de persoonsgebonden materies

Art. 9. Bij in Ministerraad overlegd besluit kan de Koning het krediet ingeschreven onder artikel 01.01 van sectie 61 van titel I — Lopende uitgaven, verdelen tussen de gemeenschapsexecutieven en de ministers en staatssecretarissen die belast zijn met het beheer van de persoonsgebonden materies.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt, is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur l'amendement, sur les articles et sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over het amendement, over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DU MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN HET MINISTERIE VAN MIDDENSTAND VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget du ministère des Classes moyennes de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van het ministerie van Middenstand voor 1979.

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (Voir document n° 5-XIII-1 de la Chambre des représentants, session 1979-1980, et document n° 6-XIII-1 du Sénat, session 1979-1980.)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (Zie stuk nr. 5-XIII-1 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1979-1980, en stuk nr. 6-XIII-1 van de Senaat, zitting 1979-1980.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustement des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au titre I, dépenses courantes, et au titre II, dépenses de capital, du budget du ministère des Classes moyennes de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées au tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
<i>Dépenses courantes</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	15,4	—	—
Réductions	52,3	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires an- térieures	—	—	—
TITRE II			
<i>Dépenses de capital</i>			
Crédits supplémentaires de l'année courante	—	—	—
Réductions	—	—	—
Crédits supplémentaires pour années budgétaires an- térieures	—	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder titel I, lopende uitgaven, en onder titel II, kapitaaluitgaven, van de begroting van het ministerie van Middenstand voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belopen van (in miljoenen franken) :

Aanpassingen	Gesplitste kredieten		
	Niet- gesplitste kredieten	Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
<i>Lopende uitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	15,4	—	—
Verminderings	52,3	—	—
Bijkredieten voor vroegere be- grotingsjaren	—	—	—
TITEL II			
<i>Kapitaaluitgaven</i>			
Bijkredieten voor het lopend jaar	—	—	—
Verminderings	—	—	—
Bijkredieten voor vroegere be- grotingsjaren	—	—	—

II. Dispositions diverses

Art. 2. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 3. La présente loi entre vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur les articles et au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

La section des Affaires économiques se réunira, en séance publique, demain mercredi le 11 juin 1980 à 14 heures.

De afdeling Economische Aangelegenheden komt in openbare vergadering bijeen, morgen 11 juni 1980 te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 17 h 20 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 17 u. 20 m.)